

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES****COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

du

van

MERCREDI 16 MARS 2011

WOENSDAG 16 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 9 h 05 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Questions jointes de

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation des Belges en Côte d'Ivoire" (n° 1873)
- M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les contacts diplomatiques avec la Côte d'Ivoire" (n° 2122)
- M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 2269)
- Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 3245)
- Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 3365)

01.01 Els Demol (N-VA): Les informations que nous recevons sur les troubles en Côte d'Ivoire laissent clairement apparaître une escalade de la situation.

Comment le ministre, ses services et l'ambassade de Belgique évaluent-ils la situation actuelle? Combien de Belges y séjournent actuellement encore et quelles mesures sont mises en place pour assurer leur sécurité? Combien de militaires belges sont présents et en quoi consiste leur mission? Le ministre est-il en mesure de confirmer la violation de l'embargo sur les armes décrété à l'égard de la Côte d'Ivoire? Qui en est responsable? Quelles mesures le ministre et ses services vont-ils prendre en vue de faire aborder ce thème dans le cadre de forums européens et internationaux?

01.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'ambassade à Abidjan est toujours totalement opérationnelle et peut régulièrement communiquer des informations et des recommandations. Les consignes de sécurité sont diffusées par tous les moyens de communication et services disponibles auprès de toute personne s'étant fait enregistrer, même temporairement, à l'ambassade.

Les conseils de voyage sur le site internet des Affaires étrangères ont été mis à jour. Il est désormais vivement déconseillé de se rendre en Côte d'Ivoire, et nous lançons une nouvelle fois un appel à nos ressortissants sur place pour qu'ils quittent temporairement le pays.

Un officier de liaison de la Défense basé à l'ambassade entretient des contacts réguliers avec les autres militaires étrangers présents sur place.

Une coordination au niveau de l'UE a par ailleurs été mise sur pied, tant sur place qu'entre les différentes capitales. La direction de cette coordination a été confiée de commun accord à la France. Il reste à l'heure actuelle environ 300 ressortissants belges en Côte d'Ivoire. Ce sont pour la plupart des personnes qui ont des intérêts établis sur place et possèdent souvent la double nationalité. Nous n'obligeons bien sûr personne à évacuer. Il n'y a d'ailleurs pas de mot d'ordre d'évacuation pour l'instant.

Les confrontations entre les deux camps ont effectivement tendance à se multiplier, d'après ce que j'ai pu comprendre lors d'un récent entretien avec le ministre de la Justice du président Ouattara. Le déplorable incident dont a été victime le groupe de manifestantes est particulièrement préjudiciable à Gbagbo.

La Belgique et la France ont conclu des accords d'aide et de coopération. Avec l'appui de la France, la Défense a déployé une *Forward Security Team* afin de protéger l'ambassade belge. La Défense dispose en permanence des moyens nécessaires pour procéder à une éventuelle évacuation de ressortissants à l'étranger.

Selon un communiqué de presse des Nations Unies, la possible violation de l'embargo sur les armes n'est pas confirmée.

La Belgique suit de près les événements en Côte d'Ivoire par l'intermédiaire de son ambassade à Abidjan et nos différents représentants permanents participent activement aux discussions au sein des institutions de l'Union européenne et des Nations Unies à ce sujet.

01.03 Els Demol (N-VA): Nous devons rester attentifs à la situation explosive en Côte d'Ivoire. À l'évidence, les citoyens y sont malheureusement utilisés comme des armes.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le retrait éventuel du Kenya de la Cour pénale internationale de La Haye" (n° 2178)**
- **M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'intention du Kenya de se retirer de la Cour pénale internationale" (n° 2184)**
- **Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'adhésion du Kenya à la Cour pénale internationale" (n° 2208)**

02.01 Els Demol (N-VA): Le Parlement kenyan se concerte à propos d'un retrait de la Cour pénale internationale. Le ministère public, représenté par M. Moreno-Ocampo, accuse plusieurs personnalités kenyanes d'avoir incité la population à la violence lors des élections de 2007.

La Belgique et l'Europe pourraient-elles prendre des initiatives pour empêcher le Kenya de se retirer de la Cour pénale internationale? Un éventuel retrait du Kenya pourrait-il générer un effet domino dans la région?

02.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il est intolérable qu'un pays qui a adhéré à la Cour pénale internationale se retire dès qu'une affaire se présente. Une telle attitude hypothèque l'ensemble du système. Dans l'intervalle, le Kenya demande, avec le soutien de l'Union africaine, de suspendre les poursuites envers les responsables politiques kenyans.

La Belgique a-t-elle déjà fait part de son mécontentement vis-à-vis du Kenya à propos de l'intention de ce pays de se retirer de la Cour pénale internationale? Quel est la position belge concernant une suspension? L'Union européenne prend-elle des mesures?

02.03 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): Après la citation à comparaître délivrée le 15 décembre 2010 par le procureur Luis Moreno-Campo – qui doit faire l'objet d'une décision au cours de ce mois-ci –, le Parlement kenyan a adopté le 22 décembre 2010 une motion de retrait du Statut de Rome. Le projet de loi consécutif à la motion n'a toutefois pas encore été adopté. Il semblerait que le gouvernement ne souhaite pas donner suite à la motion.

Même si le Kenya se retire de la Cour pénale internationale, les poursuites menées contre les six prévenus ne seraient pas suspendues pour autant. Un retrait n'a donc pas de sens. Le Kenya étudie d'autres possibilités et envisage de créer un tribunal local afin de poursuivre lui-même les prévenus.

L'article 19 du Statut de Rome prévoit la possibilité d'invoquer l'irrecevabilité lorsque le pays lui-même s'occupe du jugement. En pareil cas, le Kenya doit toutefois prouver qu'il a la volonté nécessaire et la capacité requise pour procéder à l'enquête et mener les poursuites à bonne fin. Sur la base de l'article 16 du Statut, le Conseil de sécurité des Nations Unies peut demander à la Cour de suspendre les poursuites pendant un an, délai pendant lequel le Kenya pourra mettre en place un tribunal local.

L'Union africaine soutient le recours à l'article 16. Les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU – Afrique du Sud, Nigeria et Gabon – souhaitent inscrire cette question à l'ordre du jour.

De notre côté, nous exprimons notre inquiétude quant à la difficile collaboration entre le Kenya et la Cour pénale internationale lors de contacts bilatéraux. De l'avis unanime des membres de l'UE, en cas de révocation du Statut de Rome, il faut que l'UE envoie un signal très fort. Cette éventualité a déjà été évoquée avec le président de la commission de l'Union africaine. Celui-ci nous a toutefois assuré que l'UA n'était pas opposée à la Cour pénale et qu'elle ne s'en retirerait pas en bloc.

Il faut dans ce cas examiner comment donner au Kenya la possibilité d'organiser un procès crédible.

02.04 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Je me demande si dans un dossier politique aussi sensible, il est réaliste de mener soi-même le procès.

02.05 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): En cas de retrait du Kenya, les poursuites subsistent dans le cadre du droit international. Si en invoquant les articles 16 et 19, le Kenya est à même de démontrer qu'il est capable d'organiser le procès, la procédure devant la Cour pénale internationale sera annulée.

02.06 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Appui et guidance sont-ils prévus dans ce cas?

02.07 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Il nous semble qu'un procès devant la Cour pénale internationale est en l'occurrence la solution idéale, mais si le Kenya manifeste sa volonté explicite d'organiser le procès, nous ne manquerons pas de l'aider.

L'incident est clos.

03 Question de M. Patrick Moriau au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation politique au Liban" (n° 2203)

03.01 Patrick Moriau (PS): Le 12 janvier dernier, onze ministres libanais ont démissionné, précipitant la chute du gouvernement d'union nationale de Saad Hariri. Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de faire la lumière sur l'attentat ayant coûté la vie au premier ministre Rafic Hariri en 2005, est devenu, depuis le mois de juillet dernier, la pomme de discorde entre la majorité, incarnée par le premier ministre Saad Hariri, et l'opposition, incarnée par Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

L'examen de l'acte d'accusation devrait prendre de six à dix semaines. La tension est vive à Beyrouth. La diplomatie internationale s'active pour empêcher que la crise ne prenne un tournant violent.

Pensez-vous qu'une mise en cause du Hezbollah par le TSL dans l'assassinat de Rafic Hariri pourrait entraîner le Liban dans un nouveau conflit armé? Quel message sera délivré par la Haute Représentante de l'Union européenne, en visite dans la région? Le ministre saoudien des Affaires étrangères a mis en garde contre "une partition ou une sécession" au Liban. Qu'en pensez-vous?

Ce week-end, un million de personnes ont manifesté sur la place des Martyrs, à Beyrouth. Certains craignent que, suite à l'enquête sur Hariri, le désarmement du Hezbollah n'ait pour conséquence de permettre aux sunnites la prise de Beyrouth via un soulèvement des camps palestiniens surarmés. Certains craignent même une offensive israélienne comme celle de 2006.

03.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): En réaction à des rumeurs pendant l'été 2010 concernant une éventuelle demande d'inculpation de personnes liées au Hezbollah par le procureur du TSL, le Hezbollah a multiplié les déclarations hostiles au tribunal, ce qui a contribué à une déstabilisation du gouvernement puis à la démission des ministres du Hezbollah et de ses alliés politiques chrétiens et chiites. Faute de quorum, ces démissions ont entraîné la chute du gouvernement du premier ministre Hariri (sunnite appuyé par le reste des chrétiens).

La situation reste calme, même si la tension est palpable. Le gouvernement d'union nationale avait été formé par Saad Hariri après l'accord signé à Doha et la médiation qatarie en juin 2008. La Belgique et ses partenaires de l'Union européenne suivent la situation de près.

Au Conseil des Affaires étrangères du 31 janvier, l'accent a été mis sur le bon fonctionnement des institutions et l'importance de la non-violence. C'est désormais au nouveau premier ministre, M. Mikati, de former un gouvernement qui réponde à ces attentes.

Le TSL a été mis en place à la demande des Libanais et doit contribuer à la stabilisation du pays en donnant une réponse claire à ceux qui pensent pouvoir utiliser en toute impunité la violence comme instrument politique. Je me joins aux appels de Lady Ashton pour la reprise d'un dialogue constructif entre responsables politiques libanais afin de trouver une solution négociée.

L'Union européenne attend une coopération entière du gouvernement libanais avec le tribunal. L'éventualité de sanctions européennes ou onusiennes contre des individus n'est actuellement pas examinée. L'Union européenne confirme son attachement au TSL et se dit prête à assurer son financement.

J'envisage une nouvelle contribution belge, la troisième (deux paiements de 175 000 euros ont été effectués en 2009 et en 2010).

03.03 Patrick Moriau (PS): J'étais à Beyrouth ce week-end et je peux vous dire que la tension y est plus que palpable. Entre la tyrannie et le djihadisme, il y a manifestement une nouvelle voie démocratique à laquelle tout le monde souscrit dans la région. Mais les chars et l'armée sont présents partout. Pour le moment, l'armée joue avec le Hezbollah qui, curieusement, a un rôle de modérateur.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les démarches de reconnaissance de l'État palestinien" (n° 2271)**
- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la campagne diplomatique de l'Autorité palestinienne en vue de la reconnaissance d'un État palestinien indépendant" (n° 2745)**
- **M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la campagne diplomatique de l'Autorité palestinienne en vue de la reconnaissance d'un État palestinien indépendant" (n° 3328)**

04.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Les représentants de l'Autorité palestinienne, déçus par les négociations, ont changé de stratégie: dans un premier temps, ils vont demander aux États-Unis de reconnaître l'État palestinien dans ses frontières de 1967, tablant sur le fait qu'il serait plus difficile à Israël de justifier l'occupation d'un État reconnu internationalement.

Que pensez-vous de cette initiative? De nombreux États y seraient favorables. Quelle serait la position de la Belgique devant l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité de l'ONU à ce sujet? Quels sont les résultats des discussions qui auraient été menées durant la présidence belge de l'Union? Une reconnaissance aurait une vertu symbolique immense.

04.02 Tanguy Veys (VB): Les pourparlers directs entre Israël et les Palestiniens sont suspendus depuis le 26 septembre 2010. Depuis ce blocage, les Palestiniens sont à la recherche d'autres solutions. Ils demandent à d'autres pays de reconnaître l'État palestinien sur la base des frontières convenues avant 1967 et avec Jérusalem comme capitale des deux États.

Le ministre considère-t-il que dans la version anglaise de la résolution n° 242 des Nations Unies, il est question de la restitution "de" territoires" et non "des" territoires? Convient-il, selon le ministre, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour relancer le processus de paix actuellement bloqué au lieu de reconnaître l'État palestinien sur la base des frontières d'avant 1967? Le ministre sait-il que la Samarie et la Judée, qui sont toutes deux situées en Cisjordanie, sont en vertu du droit international de la guerre des territoires occupés légitimement à la suite de guerres d'agression menées contre Israël?

Le ministre tiendra-t-il compte du fait qu'il s'agit là d'un conflit idéologique entre, d'une part, le monde musulman non libre et anti-occidental et, d'autre part, Israël, pays où la liberté est souveraine? Ignore-t-il le

caractère antisémite du monde musulman? Des livres tels que *Mein Kampf* ou *Les protocoles des sages de Sion* s'y vendent comme des petits pains. Estime-t-il dès lors que tant que cette situation restera inchangée, une paix durable au Proche-Orient sera impossible? Sait-il que l'écrivain algérien Boualem Sansal considère le nationalisme arabe comme une "idéologie raciste, antidémocratique, anti-occidentale, antisémite et anti-israélienne"? Se rend-il compte que ce ne sont pas les implantations qui font obstacle à la paix mais que ces implantations ne sont que le résultat de l'idéologie décrite par Sansal?

04.03 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Quand Arafat, en 1988, a proclamé l'État palestinien, plus de cent pays l'ont reconnu, dont Chypre, Malte et certains pays qui étaient encore sous l'influence de l'Union soviétique et qui sont maintenant membres de l'Union européenne.

Comme vous, j'entends des rumeurs sur une initiative aux Nations Unies pour accroître cette reconnaissance internationale. Faire reconnaître la Palestine comme membre de plein droit des Nations Unies nécessite l'endossement du Conseil de sécurité. Je n'ai pas connaissance qu'il y ait quoi que ce soit de tel à l'ordre du jour.

Sur le fond, les positions belge et européenne prônent une solution négociée qui mène à la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable, dans des frontières respectant la ligne verte de 1967. L'Union européenne soutient l'autodétermination du peuple palestinien et est prête à reconnaître le futur État palestinien dans le cadre d'une coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine. Reconnaître la Palestine sans accord de paix préalable risquerait de figer la situation d'occupation actuelle. J'en ai discuté avec mon collègue norvégien Jonas Støre. Il est du même avis. Reconnaître l'aspiration à un niveau politique n'équivaut pas nécessairement à une reconnaissance en tant qu'État parce que, selon ses propres mots, "*to recognize a state, this state first has to exist*". Il ne s'agit donc pas de soutenir une ambition, il s'agit de reconnaître une situation qui, aujourd'hui, n'existe pas.

(*En néerlandais*) Comme les autres États de l'Union européenne, la Belgique considère la présence israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza depuis 1967 comme une occupation. Les colonies établies dans les territoires occupés, y compris à Jérusalem-Est, entravent le processus de paix et sont illégales en vertu du droit international.

La communauté internationale appelle les deux parties à renoncer à toute mesure unilatérale et à combattre les messages extrémistes, les provocations et les propos haineux de toutes sortes.

(*En français*) Je partage les préoccupations, palestinienne et internationale, face à l'impasse actuelle et à la politique du gouvernement Netanyahu en matière de colonisation, particulièrement à Jérusalem-Est.

L'Union européenne a pris l'initiative d'une réunion du Quartet le 5 février à Munich, le message positif à transmettre étant que les négociations n'exemptent pas les parties de respecter le droit international.

La Belgique a co-parrainé le projet palestinien de résolution du Conseil de sécurité appelant Israël à cesser immédiatement ses activités de colonisation, invitant à reprendre les négociations et à régler toutes les questions touchant au statut final d'ici septembre 2011. Ce projet a été bloqué par le veto de la délégation US. Tous les autres membres ont voté en sa faveur. Comme Lady Ashton, je regrette cet échec.

04.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Il faut entendre cette aspiration de l'Autorité palestinienne révélant une volonté de changer totalement de stratégie. La colonisation est effectivement illégale, plus on la laissera se dérouler, moins il sera possible d'instaurer deux États. J'en appelle à une relance rapide des discussions.

04.05 Tanguy Veys (VB): Je me réjouis d'entendre que le gouvernement belge opte toujours pour la voie des négociations et non pas stupidement pour la reconnaissance. Cette dernière ne résoudrait rien et ne ferait que raidir les positions des uns et des autres.

Le gouvernement belge devrait réfléchir à une éventuelle actualisation de sa position en matière d'occupation et de colonisation.

On voit clairement de quel côté viennent la haine et les violences.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Peter Luykx** au ministre de la Coopération au développement sur "la 'guerre du dragage' aux Philippines" (n° 1825)
- **M. Peter Luykx** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la guerre des Belges" (n° 2118)

05.01 Peter Luykx (N-VA): Dans le cadre du conflit qui a opposé les entreprises belges de dragage Jan De Nul et Deme aux Philippines – un différend qui a fait couler beaucoup d'encre – une entreprise a estimé qu'il convenait d'organiser un marché public, à moins que les travaux soient financés par l'aide au développement. Selon l'ambassade, aucun marché public n'a été organisé, même si les règles ordinairement applicables en matière de concurrence ont été respectées.

Le ministre peut-il expliciter ces informations?

05.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): À ma connaissance, le contrat n'a pas été annulé. Il s'agit d'un projet privé pour lequel une assurance classique a été obtenue auprès de la SA Ducroire. Il n'est dès lors nullement question de prêts d'État à État dans le cadre de la coopération au développement. Je suis convaincu que l'éventuel conflit qui a pu opposer les deux entreprises appartient depuis longtemps déjà au passé. J'ai fait clairement comprendre aux intéressés qu'il convenait à l'avenir de faire preuve de la plus grande collégialité, dans l'intérêt tant des sociétés concernées que de la Belgique, et que l'attitude contraire ne devait pas se reproduire.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les émoluments du personnel de l'ambassade à Caracas" (n° 2032)

06.01 Peter Luykx (N-VA): La politique menée par le président Chavez engendre une inflation galopante au Venezuela. Ces deux dernières années, les conditions salariales du personnel de l'ambassade de Belgique à Caracas n'ont pas évolué et je me demande quelle est l'incidence de l'inflation sur le pouvoir d'achat de nos ressortissants sur place.

Le ministre est-il informé du problème et s'est-il concerté avec l'ambassadeur de Belgique et avec l'administration sur les conditions salariales locales? Un ajustement est-il possible et, dans l'affirmative, à partir de quelle date?

06.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Nous sommes au courant de la situation, cela va sans dire. Les conditions de rémunération et la situation financière des membres du personnel des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger tiennent également compte de l'évolution du coût de la vie dans les pays concernés. Les salaires sont régulièrement revus en fonction de ces données. Les modèles Eurostat permettent de contrôler les réajustements.

Pareille révision sera effectuée pour Caracas en 2011, sans effet rétroactif toutefois. Le système pourrait être encore plus souple, certes, mais il doit rester fonctionnel. Il ne m'appartient pas, alors que le gouvernement est en affaires courantes, de prendre des initiatives en vue de modifier le système.

06.03 Peter Luykx (N-VA): Le débat sur l'index des salaires n'a effectivement pas sa place en commission des Relations extérieures. J'entends cependant que le ministre est demandeur d'un réajustement des salaires en fonction du coût de la vie. En cas de modifications extrêmes sur place, le système de réajustement annuel peut s'avérer insuffisant.

L'incident est clos.

Le **président**: La parole est à Mme Colen pour sa question n° 2338 sur l'attentat à Moscou.

06.04 Alexandra Colen (VB): Je suis arrivée un peu tard, mais j'aurais souhaité ajouter une question à

l'ordre du jour. Cela fait déjà trois mois que nous attendons de pouvoir poser ces questions.

Le **président**: La question a déjà été posée et le ministre y a apporté une réponse détaillée. Il vous est loisible de la consulter dans le rapport.

06.05 Alexandra Colen (VB): Il y a des mois que cet incident s'est produit. Je ne comprends pas que nous devions attendre aussi longtemps avant de pouvoir poser des questions à ce sujet.

Le **président**: Le ministre est soumis à des obligations internationales.

06.06 Alexandra Colen (VB): En un an, le nombre de questions a quadruplé. Je m'efforce d'être présente autant que possible, mais les réunions de commission doivent parfois céder le pas devant les obligations internationales.

Le **président**: Le vendredi 25 mars, le ministre viendra pour une séance de rattrapage. En ce qui me concerne, nous pouvons également organiser des réunions le samedi ou à six heures du matin.

06.07 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le nombre de questions orales ne cesse d'augmenter, ce qui n'est pas le cas des questions écrites et ce n'est certainement pas parce que j'y réponds tardivement. J'encourage les membres à opter pour la formule écrite.

Le **président**: La plupart des questions orales pourraient être transformées en questions écrites. Il faut aller à l'essentiel.

07 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attentat terroriste à Moscou" (n° 2338)

07.01 Alexandra Colen (VB): L'attentat terroriste de Moscou n'est pas le premier attentat tchétchène commis en Russie. Ces actes confèrent à la capitale russe le titre peu enviable de ville la plus dangereuse en matière d'attentats suicides en Europe.

Comment se présente la sécurité générale à l'aéroport international et dans les transports publics à Moscou? Les autorités belges ont-elles pris langue avec les responsables russes à propos de la menace terroriste à Moscou et quels ont été les résultats de ces contacts?

07.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La Belgique, associée à ses partenaires européens et au coordinateur antiterroriste de l'Union européenne, entretient un dialogue permanent avec la Fédération de Russie de manière à canaliser la lutte contre le terrorisme international et à renforcer la coopération qui engage principalement les services de renseignements et de sécurité.

Le plan d'action que j'ai signé l'année dernière inclut également des accords bilatéraux en matière de justice et d'affaires intérieures entre la Belgique et la Russie. Lors de sa visite au président Medvedev et au premier ministre Poutine en janvier dernier, le premier ministre M. Leterme a encore abordé le thème du terrorisme, sujet sur lequel je reviendrai probablement à l'occasion de ma visite début avril.

07.03 Alexandra Colen (VB): La Russie est un État voisin de l'Union européenne et les contacts avec ce pays se multiplient. Nombreux sont ceux qui espèrent dès lors une amélioration de la situation.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations diplomatiques avec les Palestiniens" (n° 2350)**
- **M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations diplomatiques avec les Palestiniens" (n° 3329)**

08.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Quelle est la position défendue par le gouvernement concernant une éventuelle revalorisation du statut de la mission palestinienne en Belgique, une mesure déjà prise dans

quelques autres pays européens?

08.02 Tanguy Veys (VB): Certains demandent que le statut de la délégation palestinienne à Bruxelles soit celui d'une mission, voire d'une ambassade.

Le ministre prend-il en considération, pour déterminer sa position en la matière, l'absence de réalité du peuple palestinien et la circonstance que selon M. Arafat, la création d'un État palestinien ne constitue qu'un moyen de lutte contre Israël et de poursuite de l'unité arabe?

A-t-il connaissance des déclarations de plusieurs dirigeants arabes, selon lesquels le peuple palestinien constituerait une fiction, et de l'avis de diverses personnalités du monde arabo-islamique qui estiment que la mise en place d'un État palestinien ne constituerait qu'une première étape vers la destruction d'Israël?

Sait-il que l'Autorité palestinienne encourage les attaques menées à l'encontre des Israéliens et que ses responsables continuent à penser qu'Israël doit disparaître? Le ministre est-il conscient que la création de cet État ne permettra pas de contribuer à une coexistence pacifique avec Israël?

08.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): J'ai fait savoir, en 2010 déjà, à mes interlocuteurs palestiniens, que j'envisage de rehausser le niveau du statut de la délégation palestinienne à Bruxelles, comme c'est également le cas dans d'autres États membres. La représentante dispose déjà à l'heure actuelle d'une plaque d'immatriculation diplomatique et la délégation a accès à l'espace VIP de l'aéroport pour accueillir les visiteurs officiels.

D'autres décisions en vue d'améliorer le statut de la délégation palestinienne à Bruxelles, qui ont souvent des conséquences fiscales, ne peuvent être prises par un gouvernement en affaires courantes. Mon administration continue toutefois à se documenter sur les modifications intervenues dans d'autres États membres et s'est penchée sur la forme que devrait prendre l'accord avec les Palestiniens.

La Belgique et l'Union européenne ont reconnu depuis longtemps déjà le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Les accords d'Oslo démontrent que les Palestiniens reconnaissent le droit d'existence d'Israël et qu'ils soutiennent la solution de la constitution de deux États. L'Autorité palestinienne est dès lors un interlocuteur reconnu depuis longtemps déjà, tant pour les autorités israéliennes que pour la communauté internationale.

08.04 Dirk Van der Maelen (sp.a): J'aurais accepté cette réponse il y a trois mois mais lorsque je constate à quel point les *affaires courantes* sont devenues une notion élastique, je demande que l'on se rallie à la position des autres pays européens qui procèdent à une mise à jour du statut de la mission de l'Autorité palestinienne.

08.05 Tanguy Veys (VB): Le ministre ne m'a répondu qu'incomplètement. De plus, il omet de motiver la revalorisation de la représentation palestinienne. Or je pense pour ma part que certains faits et certaines déclarations et prises de position ne justifient pas cette revalorisation.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le meurtre de David Kato" (n° 2393)**

- **Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le meurtre de David Kato" (n° 2496)**

09.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): À la fin du mois de janvier en Ouganda, David Kato, un militant de la cause homosexuelle, a été battu à mort. Il avait déjà reçu plusieurs menaces de mort en octobre 2010.

Les autorités ougandaises nient que le combat mené par Kato pour la reconnaissance des droits des homosexuels soit la vraie raison de son assassinat. En Ouganda, l'homosexualité est illégale. Sous la pression de la communauté internationale, le gouvernement de Kampala avait retiré l'an passé une proposition de loi prévoyant l'application de la peine capitale aux homosexuels.

La Belgique consacre chaque année 65 millions d'euros à une coopération au développement officielle avec l'Ouganda. Ne pourrait-elle pas ajouter les droits des homosexuel(le)s, des bisexuel(le)s et des transsexuels à la liste des thèmes transversaux dans le cadre du programme indicatif de coopération? Comment, après cet assassinat brutal, le ministre a-t-il l'intention d'agir pour défendre la cause des homosexuels sur le plan multilatéral?

09.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): L'ensemble de la communauté gay, lesbienne et bisexuelle considère que le meurtre de David Kato symbolise le non-droit et le manque de protection auxquels les gays et lesbiennes sont confrontés dans de nombreux endroits du monde.

Quelles démarches le ministre estime-t-il envisageable d'entreprendre afin d'endiguer la propagation de l'homophobie par les évangélistes conservateurs américains en Ouganda? De quelle façon compte-t-il tenir compte de ce thème dans la coopération au développement avec l'Ouganda? À l'échelon national, la Belgique est l'un des pionniers en matière de défense des droits des homosexuel(le)s et des bisexuel(le)s. Notre pays ne pourrait-il pas également jouer ce rôle à l'échelon international?

Ne pourrions-nous pas – là où c'est pertinent – incorporer une clause ayant trait à la lutte contre l'homophobie dans les accords de coopération et les conventions bilatérales?

09.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le 1^{er} mars 2011 au Sénat, je me suis étendu plus longuement sur les différentes démarches que la Belgique entreprend d'ores et déjà dans le cadre du traitement de la question LGBT. Je ferai donc référence à la réponse que j'ai donnée aux sénateurs.

Le ministre Chastel est compétent pour les programmes indicatifs de coopération. À mon sens, la reconnaissance de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que la reconnaissance du fait que tous les êtres humains sont nés libres et égaux en dignité et en droits constituent conjointement une clause qui englobe la non-discrimination fondée sur l'orientation et l'identité sexuelles.

Le président Obama a condamné sans appel l'assassinat de David Kato. Son administration défend activement les droits des gays, des lesbiennes et des bisexuel(le)s. Les organisations de la société civile locale et internationale, en particulier, doivent jouer un rôle dans la lutte contre les messages homophobes des évangélistes. Nous devons prêter notre concours à ce type de démarches.

09.04 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Il y a deux semaines, nous avons voté une résolution sur les droits des holiis. Cette étape doit être traduite concrètement dans les stratégies politiques. Il faut maintenir la pression en matière de tolérance à l'égard de l'homosexualité.

09.05 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Les clauses mentionnant de manière générale l'égalité et la non-discrimination sans faire spécifiquement référence à l'orientation sexuelle ou à l'homophobie ne suffisent pas. Il s'agit d'un thème à propos duquel le consensus juridique, et, plus encore, politique, n'est pas encore solidement établi au plan international. Il me paraît donc souhaitable d'être plus explicite à ce sujet, même si c'est délicat au plan diplomatique.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'exécution d'une Irano-Néerlandaise" (n° 2466)**
- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'exécution d'une femme d'origine néerlandaise en Iran" (n° 2692)**
- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation des Belges en Iran" (n° 2830)**

10.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Fin janvier, Zahra Bahrami, une Irano-Néerlandaise, a été exécutée en Iran, après avoir été inculpée de trafic et de détention de drogue. Elle avait été arrêtée fin 2009 après avoir participé à une manifestation contre l'actuel régime en Iran.

Cette affaire a-t-elle été évoquée lors du Conseil des ministres des Affaires étrangères et a-t-il été décidé de

prendre éventuellement des mesures contre l'Iran? Le ministre a-t-il une idée du nombre de Belges qui ont également la nationalité iranienne? Comment la Belgique peut-elle protéger les femmes belgo-iraniennes qui se trouvent dans une situation similaire?

10.02 Alexandra Colen (VB): La personne concernée a été exécutée officiellement pour trafic de drogue mais on présume toutefois que ses activités politiques sont à l'origine de son exécution.

Quelle est la position de la Belgique dans le cadre de cette affaire? L'Union européenne envisage-t-elle de prendre des sanctions à l'égard de l'Iran?

On a en outre appris aux Pays-Bas qu'au moins quatre chrétiens sont encore incarcérés en Iran pour des raisons religieuses et malgré le fait qu'aucune plainte n'ait été déposée contre eux. L'une de ces personnes possède la double nationalité iranienne et néerlandaise.

Combien de ressortissants belges, possédant ou non la double nationalité, résident-ils en Iran? Des ressortissants belges sont-ils incarcérés dans les prisons iraniennes ou certains d'entre eux sont-ils ou ont-ils été confrontés à des problèmes avec la justice?

10.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Au Conseil des Affaires étrangères du 31 janvier, mon collègue néerlandais a demandé à l'Europe de réagir à l'exécution de Zahra Bahrami. Mme Ashton a condamné les faits avec la plus grande fermeté. Mon directeur général responsable des relations bilatérales a tenu le même langage à l'ambassadeur d'Iran le 3 février dernier et a fait savoir que la Belgique demandait un moratoire pour toutes les exécutions en Iran. L'Union européenne a décidé de limiter sa présence à la fête nationale iranienne le 11 février 2011 et la Belgique n'a participé ni aux festivités, ni aux réceptions. Un débat se tient actuellement dans l'Union européenne quant à la meilleure façon de réagir à la situation des droits de l'homme en Iran.

Sont inscrits à l'ambassade de Téhéran 170 Belges dont 160 avec la double nationalité. Selon nos informations, aucun Belge n'est actuellement emprisonné ou n'a des démêlés avec la justice iranienne.

Mes services adaptent régulièrement les conseils aux voyageurs et incitent au plus grand respect de la réglementation locale.

L'ambassade à Téhéran suit l'évolution de près, de concert avec les autres États membres de l'UE. En cas de non-respect des droits de l'homme élémentaires, la Belgique et ses partenaires européens déterminent ensemble la réaction à adopter.

10.04 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Les citoyens ayant la double nationalité doivent savoir qu'en Iran, ils sont considérés comme des Iraniens.

10.05 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'Iran ne reconnaît pas la nationalité néerlandaise mais lorsqu'un citoyen de nationalité irano-luxembourgeoise est poursuivi en justice au Luxembourg, le Luxembourg n'autorise pas non plus le consulat iranien à intervenir. Autrement dit, tout doit être mis en œuvre au niveau international pour faire respecter certains principes de base car nous ne disposons pas des armes consulaires sur la même base.

10.06 Alexandra Colen (VB): Il peut s'avérer utile de rappeler aux bipatrides dans les avis de voyage que sur place, ils sont considérés comme des nationaux à part entière et ne peuvent prétendre aux mêmes recours qu'un touriste, un voyageur ou un travailleur étranger.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'examen périodique universel de la Birmanie au Conseil des droits de l'homme" (n° 2491)

11.01 Karine Lalieux (PS): Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a organisé à Genève, du 24 janvier au 4 février, la dixième session des examens périodiques universels. La situation des droits de l'homme a

été examinée dans seize États, dont la Birmanie. Nous ne pouvons pas lire le rapport aujourd'hui.

Quelles sont les remarques formulées par la Belgique eu égard au rapport présenté par la Birmanie? D'autres pays européens ont-ils pris position? Je m'inquiète du silence de la communauté internationale, y compris l'Union européenne, au sujet de la sécurité d'Aung San Suu Kyi et de son parti, menacés s'ils continuent à soutenir les sanctions occidentales contre la junte.

11.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): La Belgique est intervenue en recommandant l'abolition de la peine de mort, la libération des 2 200 prisonniers politiques, l'adhésion à la convention contre la torture et l'adaptation de la législation birmane en conséquence. Nous leur avons également recommandé de mettre fin au statut d'apatridie et aux discriminations raciales de la population Rohingya et d'adhérer à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les discriminations raciales. Je vous donnerai la liste des onze autres pays européens qui ont pris position.

11.03 Karine Lalieux (PS): J'attends le rapport. Merci pour l'intervention de la Belgique.

La communauté internationale s'inscrit dans ce leurre des élections de manière assez remarquable. Pour l'ensemble des minorités, le travail forcé continue et aucun prisonnier politique n'a été libéré. Les sanctions devraient non seulement être maintenues, mais renforcées, à l'instar de la décision des États-Unis.

L'incident est clos.

12 Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'action de l'Union européenne dans la région du Sahel" (n° 2007)

12.01 Philippe Blanchart (PS): La Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'UE a confirmé le 10 janvier dernier la volonté de l'Union européenne de poursuivre ses efforts pour aider les pays de la région du Sahel à lutter contre l'extrémisme et la violence. Elle a aussi rappelé que "l'Union travaille à présent sur une stratégie globale pour répondre aux problèmes de sécurité et de développement et pour éliminer la menace du terrorisme".

Quels sont les contours de cette stratégie de l'Union pour le Sahel? Quelles actions concrètes devrait-elle entreprendre en matière de développement, d'aide à la justice ou de sécurité? Selon vous, dans quelle mesure le groupe Al Qaeda au Maghreb islamique représente-t-il une menace pour la sécurité du territoire européen?

12.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): L'Union européenne souhaite adopter une approche globale et commune pour la prévention et la réduction de l'instabilité dans la région du Sahel, fragilisée par la pauvreté et le manque d'institutions. Cette stratégie vise la Mauritanie, le Mali et le Niger. L'accent sera mis sur la diplomatie et la coordination, la sécurité et l'État de droit, la bonne gouvernance et le développement, ainsi que la lutte contre la radicalisation.

La pauvreté de ces pays peut constituer un terrain fertile pour des trafics illégaux, une immigration clandestine ou le recrutement de terroristes. La gouvernance y est faible, principalement dans les domaines de la sécurité, de la police, de la justice et de la lutte contre la corruption. L'action de l'Union européenne doit viser l'amélioration de cette gouvernance et le soutien au développement.

La Belgique insiste sur la coordination entre les différents acteurs de l'Union européenne. Le Conseil Affaires étrangères du 31 janvier souhaitait l'adoption rapide de cette stratégie. Celui du 21 mars prochain devrait concrétiser cela. L'assassinat récent de deux Français au Niger, où l'implication d'AQMI ne laisse que peu de doute, renforcent ce sentiment d'urgence. En effet, les pays du Sahel occidental ont besoin de notre appui pour lutter efficacement contre la menace terroriste, les trafics illégaux ou la gestion des flux migratoires aux portes de l'Europe.

12.03 Philippe Blanchart (PS): Que pensez-vous de la menace potentielle sur le territoire européen?

12.04 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Le Conseil du 21 mars sera l'occasion de confirmer notre préoccupation; la force destructrice de ce type de mouvements n'est pas sous-estimée.

Le **président**: Il faudra aussi être attentif au reflux des mercenaires sahéliens de Libye.

L'incident est clos.

13 Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les résultats du référendum au Sud-Soudan" (n° 2571)

13.01 Philippe Blanchart (PS): Le référendum pour l'autodétermination du Sud-Soudan, en janvier, a donné une victoire écrasante en faveur de l'indépendance. Il s'est déroulé pacifiquement, avec une participation massive de la population.

Des questions restent cependant en suspens comme la délimitation complète des frontières sur cinq zones, souvent pétrolières, le partage des ressources pétrolières – dont le Sud possède 70 % – et le référendum à Abyei.

Lors du Sommet de l'Union africaine, fin janvier à Addis Abeba, Ban Ki-moon, s'est dit très inquiet au sujet de l'après référendum, d'autant plus que les violences se poursuivent au Darfour.

Comment la communauté internationale peut-elle accompagner le Sud-Soudan vers son indépendance effective? À votre avis, le Sud-Soudan pourrait-il devenir une zone de non-droit? Pensez-vous que ce référendum puisse encourager des revendications similaires des nombreux groupes ethniques divisés par les frontières héritées du colonialisme? Que pensez-vous de la demande du Soudan de lever les sanctions internationales et de suspendre les accusations de la Cour pénale internationale contre le président Béchir?

13.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Nombre de questions restent en suspens malgré le bon déroulement du référendum. Le 8 février, la communauté internationale a reconnu les résultats du référendum et dressé un inventaire des défis à relever d'ici l'indépendance du Sud en juillet 2011. La communauté internationale s'est engagée à accompagner le Sud-Soudan vers un État stable avec des perspectives de développement.

Concernant l'éventuel effet d'entraînement sur d'autres régions, l'Union africaine a adopté, fin janvier 2011, une déclaration solennelle qui souligne le caractère exceptionnel du cas soudanais, lequel ne doit pas modifier le principe du respect des frontières. Au Sahara occidental, le référendum d'autodétermination n'a jamais eu lieu.

La communauté internationale ne peut se limiter à un soutien au Sud-Soudan. Un pays stable, démocratique et pacifique au Nord est d'une importance cruciale pour toute la région. Vu l'attitude responsable des autorités de Khartoum, l'Union européenne s'est d'ailleurs prononcée pour l'allègement de la dette de ce pays.

La Belgique est opposée à une levée d'inculpation contre Béchir sur base de l'article 16 du Statut de Rome.

Certes, le dossier des relations Nord-Sud a connu des progrès considérables, mais c'est sur la question du Darfour que la Cour pénale internationale avait été saisie.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la démolition de Kashgar" (n° 2518)

14.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Depuis février 2009, les autorités chinoises ont entamé la démolition du centre historique de Kashgar et la construction d'immeubles à appartements ainsi que de larges avenues.

Cette ville plus que millénaire et qui est habitée principalement par des Ouïgours, s'en trouve menacée. Kashgar est l'une des dernières villes où l'architecture et la culture des Ouïgours sont représentées. Différents experts internationaux ont demandé à la communauté internationale de veiller à préserver la diversité culturelle de la ville. Apparemment, les autorités chinoises ne tiennent pas en très grande estime les

traditions des minorités culturelles.

Le ministre condamne-t-il la démolition du centre historique de Kashgar? A-t-il déjà abordé ce point avec la Chine? L'Union européenne est-elle disposée à en parler avec les autorités chinoises?

14.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose d'aucune information particulière sur la situation dans le centre historique de la ville de Kashgar. C'est l'UNESCO qui suit ce dossier depuis 2009 et qui est en contact avec les autorités chinoises. Notre pays soutient les efforts déployés par l'UNESCO et je ne m'en suis dès lors pas entretenu à l'échelon bilatéral avec mes interlocuteurs chinois.

En janvier de cette année, le Parlement européen a adressé une question sur le Kashgar à la Commission européenne qui, si j'ai bien compris, n'a pas encore répondu.

14.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Peut-être devons-nous tout de même veiller à ce que la politique de développement des provinces occidentales en Chine n'entraîne pas de dérives?

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **Mme Juliette Boulet** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la destruction, pour la neuvième fois, en Israël d'un village bédouin" (n° 2580)
- **M. Tanguy Veys** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le village bédouin Al-Arakib construit illégalement en Israël" (n° 3331)

15.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Pour la neuvième fois en cinq ou six mois, le village bédouin non reconnu d'Al-Arakib en Israël, dans le désert du Néguev, a été détruit par les forces de police à l'aide de bulldozers.

Le gouvernement et les tribunaux israéliens rejettent les titres de propriété, datant de l'époque ottomane et du mandat britannique, présentés par les Bédouins. Pour fragmenter l'opposition, les autorités israéliennes essayent de conclure des accords séparés par famille ou par tribu, en échange de compensations financières ou de logements. N'ayant plus confiance en la parole de l'État, les Bédouins veulent sensibiliser la communauté internationale.

L'État d'Israël n'est-il pas signataire des conventions de l'ONU et de l'OIT, entre autres sur la protection des minorités, notamment nomades? Un avis de la Cour internationale de justice va dans le sens de la protection des minorités nomades et des terres qu'elles occupent via le rejet de la doctrine des *terrae nullius*.

Cette situation a-t-elle déjà fait l'objet de discussions bilatérales avec vos homologues israéliens? A-t-elle déjà été évoquée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU ou lors de réunions des ministres des Affaires étrangères européens?

15.02 Tanguy Veys (VB): Environ 35 % des Bédouins du désert du Néguev, en Israël, habitent dans des villages non reconnus où ils érigent chaque année, sans autorisation, quelque 5 000 constructions. Le Néguev comporte plus de 2 000 petites communautés disséminées à travers tout le désert, ce qui rend la légalisation de leur situation et la construction d'infrastructures pratiquement impossible.

Les autorités israéliennes ont déjà évacué jusqu'à neuf fois le village bédouin illégal d'Al-Arakib, créé en 1998. Cette intervention fait suite à une décision judiciaire prise il y a onze ans, mais qui n'avait jamais été exécutée. Mais quelques heures à peine après la démolition, les Bédouins commencent systématiquement à reconstruire leurs maisons. En 2008, une commission publique israélienne avait recommandé de rassembler un plus grand nombre de colonies de Bédouins et de les légaliser. La mise en œuvre de ce projet nécessitera toutefois de nombreuses années.

Dans sa position à cet égard, le ministre tiendra-t-il compte du fait qu'il s'agit de constructions illégales érigées par des personnes traditionnellement nomades, ainsi que du fait qu'Israël a déjà tenté à plusieurs reprises de parvenir à une solution pratique réalisable et viable pour ces personnes?

15.03 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Il est établi que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de septembre 2007 reconnaît des droits collectifs à ces peuples, de même que la convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux.

Israël a choisi de ne pas être présente au moment du vote de la Déclaration et n'a pas ratifié la convention 169.

Les Déclarations des Nations Unies ne sont pas juridiquement contraignantes en droit international. L'ensemble des droits des personnes découlent de la Charte des Nations Unies et des traités internationaux. Mais il revient d'abord aux cours et tribunaux de chaque État d'appliquer ces droits. En outre, les recours internationaux contre une décision judiciaire nationale restent encore limités en droit international.

L'Union européenne a traité de la situation avec Israël en septembre dernier. Elle a soulevé le cas spécifique du déplacement de la population du village d'Al-Arakib et la destruction de ses habitations. Elle a déploré ces évictions et leur violence et a demandé des explications sur leur légalité.

(*En néerlandais*) Lors de cette réunion, les autorités israéliennes ont expliqué leurs actions à l'égard des Bédouins. Elles ont énuméré, entre autres, la création d'un bureau spécifique au sein des services du premier ministre, l'ouverture d'un dialogue avec la société civile et les organes représentatifs et une concertation avec les tribus bédouines quant à l'aménagement du territoire et le cadastre. L'Union européenne a pris bonne note des arguments israéliens, dont certains ont, dans l'intervalle, été contestés par les Bédouins. Quoi qu'il en soit, l'Union européenne suivra l'évolution de cette question avec l'ensemble des parties concernées. Notre ambassade de Tel Aviv a bel et bien été associée à cette entreprise.

15.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): J'entends avec satisfaction que la situation a été dénoncée en septembre 2010. La doctrine doit être appliquée par les cours et tribunaux nationaux avant les recours internationaux. Mais il y a assez d'outils aux Nations Unies, dont la Charte des droits de l'homme, pour condamner ces événements.

Il faut protéger ces modes de vie différents, qui font partie du patrimoine mondial. Vous devez y être attentif.

15.05 Tanguy Veys (VB): Le ministre se réfère à juste titre au contexte juridique. Je pense que les propositions faites apportent une réponse. Dans notre pays également, il y a lieu de se conformer aux règles de l'aménagement du territoire.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'achat d'énergie renouvelable hors des frontières de l'Union européenne" (n° 2674)

16.01 Daphné Dumery (N-VA): Selon la Commission européenne, seuls trois pays respectaient, l'année dernière, les objectifs intermédiaires en matière d'énergie renouvelable. On devait, en 2010, produire 21 % de l'électricité à partir de sources renouvelables et réaliser 5,75 % du transport sans diesel ni gaz. La Commission estime que nous arriverons à respectivement 18 et 5,1 %.

Quelle est la position du gouvernement belge à l'égard du plan du commissaire européen Oettinger consistant à acheter de l'énergie renouvelable à des pays extérieurs de l'UE parfois très instables, ce qui nous rendrait dépendants? Une concertation a-t-elle été instaurée avec les entités fédérées? Quel en est le résultat? Les pays qui souhaitent vendre leur énergie renouvelable aux pays de l'UE doivent-ils satisfaire à certaines conditions? Les États membres ne se soustraient-ils pas de la sorte à l'obligation d'investir eux-mêmes dans la production d'énergie renouvelable?

16.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Dans le cadre de la directive européenne en matière de sources d'énergies renouvelables, les États membres peuvent prendre en compte l'énergie renouvelable achetée à l'étranger pour atteindre l'objectif, soit 13 % dans le cas de la Belgique. Notre pays a la volonté de tout mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de manière autonome et de ne recourir à cette solution que si la réalisation de cet objectif est menacée.

Les énergies renouvelables étant une compétence dévolue aux Régions, la préparation du plan d'action national pour les énergies renouvelables a déjà fait l'objet d'une large concertation entre les Régions.

La directive énumère en effet les conditions à remplir par les pays producteurs et donne également des définitions précises en matière d'énergies renouvelables. Il me semble que ce dispositif n'est pas de nature à inciter les États membres à réduire leurs investissements puisqu'ils n'ont pas l'intention de recourir à grande échelle aux mécanismes de coopération avec l'étranger. Ces mécanismes sont techniquement complexes et par conséquent pas nécessairement rentables.

L'incident est clos.

Le **président**: Je propose que les questions relatives à la Libye soient posées aujourd'hui même. Dans le cas contraire, elles seraient reportées au 25 mars.

17 Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la vague de répression en Iran" (n° 2756)

17.01 Philippe Blanchart (PS): Depuis le début de l'année, l'Iran procède à une vague d'arrestations, de condamnations et d'exécutions. Selon *Human Rights Watch* (HRW), 74 prisonniers auraient déjà été exécutés, ce qui pourrait conduire à plus de 1 000 exécutions pour l'ensemble de l'année. Le cas de la citoyenne irano-néerlandaise Sahra Bahrami, exécutée le 29 janvier, est le dernier exemple du recours croissant du régime iranien à la peine capitale, souvent sous couvert d'accusations de trafic de drogue.

Ceci montre l'aggravation de la situation des droits de l'homme depuis l'élection controversée de Mahmoud Ahmadinejad. Le mécontentement populaire qui a suivi cette élection et l'aspiration au changement démocratique semblent fragiliser le régime, qui répond par la terreur.

Comment la communauté internationale peut-elle contrer cette vague d'emprisonnements et d'exécutions en Iran? Des sanctions supplémentaires de l'Union européenne seraient-elles utiles? L'Union européenne a-t-elle évalué l'efficacité des sanctions déjà adoptées? Comment l'Union européenne peut-elle soutenir la société civile iranienne et les défenseurs des droits de l'homme?

17.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Je suis très préoccupé par la détérioration des droits de l'homme en Iran, notamment par la recrudescence des exécutions capitales.

Lors de la seizième session du Conseil des droits de l'homme qui se déroule pour l'instant à Genève, la nomination d'un rapporteur spécial pour la situation des droits de l'homme en Iran sera sur la table. La Belgique soutient une telle désignation.

L'Union européenne se penche actuellement sur la piste de sanctions individuelles liées aux violations des droits de l'homme, ce qui améliorerait la situation et favoriserait le dialogue avec l'Iran, une fois certaines conditions fondamentales remplies.

D'autres projets sont en cours d'examen, comme la diffusion en persan des positions de l'Union européenne ou la coopération avec des ONG.

17.03 Philippe Blanchart (PS): L'Iran incarne la tyrannie religieuse. Il faut prévoir des sanctions déterminées.

L'incident est clos.

18 Questions jointes de

- **M. Peter Luykx** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la répression du mouvement de protestation au Bahreïn" (n° 2868)

- **M. Philippe Blanchart** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les mouvements de démocratisation au Bahreïn" (n° 2892)

18.01 Peter Luykx (N-VA): Les insurgés chiites qui campent déjà depuis près d'un mois sur la place de la Perle à Manama sont à présent confrontés à des troupes saoudiennes qui ont traversé la frontière. L'opposition chiite a déjà demandé à pouvoir bénéficier de la protection de l'ONU contre ce qu'ils appellent l'occupation. L'Iran estime cette intervention inacceptable. Par ailleurs, la flotte américaine est présente dans les environs.

Comment le ministre évalue-t-il la situation? Risque-t-on l'escalade? Quels sont les contacts entretenus par notre pays avec le Bahreïn? Au sein de quelles collaborations la Belgique est-elle active? Y a-t-il eu des contacts avec notre ambassadeur ou avec l'ambassade de Bahreïn? Quelles conclusions peuvent être tirées de ces contacts?

18.02 Philippe Blanchart (PS): Dans les mouvements de révolte qui touchent aussi le Bahreïn, la majorité chiite s'estime discriminée. L'opposition réclame des réformes politiques et sociales et une monarchie constitutionnelle avec un gouvernement élu par le peuple. Au-delà de ces aspirations démocratiques et sociales, il faut tenir compte de la position géopolitique de ce pays qui le rend important pour la stabilité de cette région, voire du monde.

Quelle est votre vision sur ces événements et les réformes promises par le pouvoir en place? Pourquoi l'Europe traîne-t-elle à réagir? Quelles répercussions peut avoir une nouvelle déstabilisation de cette région du Golfe?

18.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Mes services entretiennent des contacts étroits avec le chargé de mission du Bahreïn et notre ambassade au Koweït, compétente pour le Bahreïn.

Notre ambassadeur a effectué une visite au Bahreïn les 2 et 3 mars derniers. Mon chef de cabinet s'est entretenu avec le conseiller diplomatique du roi du Bahreïn qui était en déplacement à Bruxelles.

Nous avons notamment conclu avec le Bahreïn un accord d'investissement bilatéral, ainsi qu'une convention visant à éviter la double imposition. Un accord a également été signé entre nos deux pays en matière de navigation aérienne mais il n'existe pour l'heure aucune liaison aérienne directe entre la Belgique et le Bahreïn.

(*En français*) Les événements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient s'enchaînent et sont parfois interdépendants. L'appel au respect des aspirations et des droits des populations est cependant une obligation universelle.

Au Bahreïn, différents mouvements se sont succédé ces dernières semaines: un soulèvement de la majorité chiite demandant des réformes au gouvernement et à la famille royale sunnites, mais aussi des manifestations de sunnites en faveur des réformes et de sunnites et chiites soutenant le régime actuel. L'Union européenne a appelé à l'arrêt des violences et au respect de la liberté d'expression.

Les autorités du Bahreïn ont entamé en 1999 une réforme qui a permis au plus grand parti chiite d'obtenir 18 sièges sur les 40 de la chambre basse en 2010. Les manifestations ont toutefois montré qu'il faut accélérer ces réformes. La décision du gouvernement d'appeler à un dialogue national a été saluée par l'Union européenne. La Belgique plaide pour que ce dialogue conduise à une plus large participation de la population au processus décisionnel et accélère la démocratisation du système.

18.04 Peter Luykx (N-VA): Je pense que la situation évolue rapidement. Mme Ashton a lancé un appel pour éviter les violences et opter pour une solution politique. Selon Robert Gates, des petites avancées sont insuffisantes. Des concessions importantes du gouvernement et du roi du Bahreïn seront nécessaires pour éviter une escalade du conflit.

18.05 Philippe Blanchart (PS): Nous devons renforcer notre position. Mme Ashton a appelé à l'arrêt des violences mais, dimanche, les troupes saoudiennes sont entrées dans le pays et l'état d'urgence a été décrété.

L'incident est clos.

19 Questions jointes de

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le commerce des armes avec l'Afrique du Nord" (n° 2910)

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le commerce des armes avec l'Égypte" (n° 2914)

19.01 Alexandra Colen (VB): Pour ce qui est de la question n° 2829 sur l'impraticabilité de l'Océan indien, qui n'a pas été traitée, je puis me contenter d'une réponse écrite.

Le **président**: La question n° 2829 est dès lors transformée en question écrite avec réponse immédiate.

19.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Cela a déjà été le cas pour la question n° 2908 sur les chrétiens.

19.03 Alexandra Colen (VB): Selon le douzième rapport annuel européen sur le contrôle de l'exportation de technologie et de matériel militaires, les exportations d'armes d'Europe vers l'Afrique du Nord ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années.

Quels pays sont responsables de cette situation et vers quels pays les armes ont-elles été exportées? L'Europe tire-t-elle des enseignements de la situation en Égypte, en Tunisie et en Libye? Vers quels pays les exportations ont-elles été suspendues? Quelle position notre pays adopte-t-il à ce sujet au niveau de l'UE? Est-il exact que l'Allemagne et la France ont suspendu les exportations d'armes vers l'Égypte jusqu'à la mise en place d'un régime démocratique? Une décision a-t-elle également été prise en la matière au sein de l'Union européenne? La Belgique suit-elle cette décision?

19.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le groupe de travail sur l'exportation des armes conventionnelles du Conseil européen (COARM) se penche à l'heure actuelle sur les exportations d'armes vers l'Afrique du Nord. L'échange d'informations au sein de ce groupe de travail est toutefois confidentiel. Je ne puis donc vous dire quels pays sont responsables de l'augmentation des exportations d'armes au cours des cinq dernières années ni quels pays ont décidé de suspendre les exportations.

L'octroi de licences d'exportation relève de la responsabilité exclusive des États membres. La vision commune de l'UE ne constitue qu'un cadre, avec lequel les États membres peuvent tenir compte lorsqu'ils prennent des décisions en matière d'exportations d'armes.

Sur la base de la résolution 1970 des Nations Unies et de la décision 2011/137/PESC du Conseil de l'UE, un embargo a été décrété sur les armes vers la Libye. Toutes les licences relatives à cette destination sont suspendues.

Dans notre pays, l'octroi de licences relatives aux armes ressortit à la compétence des autorités régionales. Les Régions peuvent demander l'avis des Affaires étrangères. Cela ne s'est pas produit pour les dossiers dont il a été question récemment.

19.05 Alexandra Colen (VB): Il est particulièrement contradictoire que l'UE prétend jouer un rôle de coordination en matière de politique de la défense, mais que les informations concernant l'exportation d'armes sont confidentielles. Pour le commerce des armes, l'aspect économique devient prioritaire.

Les intérêts économiques de la Wallonie et de la FN ont favorisé une régionalisation rapide des licences d'exportation.

Sauf information diffusée par un État membre, l'exportation d'armes est une matière totalement opaque. Dans un monde où violence, terreur et absence de démocratie règnent à différents endroits, c'est inadmissible. À une époque où les notions de transparence et de responsabilité sont sans cesse mises en avant, il est inacceptable de ne pas savoir qui est à l'origine de la hausse des exportations vers l'Afrique du Nord et de constater que même le ministre des Affaires étrangères n'a aucune idée de l'importance du commerce des armes.

19.06 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Ce thème doit très certainement être inscrit dans le

prochain accord de gouvernement d'un gouvernement de plein exercice.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 2842 de Mme De Meulemeester et 2877 de M. Van der Maelen sur l'Iran sont transformées en questions écrites. La question n° 3134 de Mme Demol est également transformée en question écrite.

20 Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la liberté politique au Rwanda" (n° 2864)

20.01 Els Demol (N-VA): Amnesty International évoque une criminalisation de l'opposition pacifique au Rwanda.

Quels contacts y a-t-il eu depuis fin 2010 entre la Belgique et les autorités rwandaises au sujet de cette question? Qu'espériez-vous de ces contacts? Ces espoirs ont-ils déjà été comblés ou avez-vous déjà reçu certaines assurances des autorités rwandaises à cet égard? Certaines mutations sont-elles déjà tangibles? Quelle est la portée de ce dialogue? À partir de quand pourrait-on commencer à remettre en question la coopération belge au bénéfice du Rwanda?

20.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je suis effectivement informé des lourdes peines qui ont été récemment prononcées à l'encontre de responsables politiques et de journalistes mais dans cette affaire, j'estime préférable d'attendre la décision qui sera rendue en degré d'appel.

Au cours des dernières semaines, notre ambassade à Kigali a eu avec les autorités rwandaises des contacts lors desquels les libertés politiques n'ont pu être abordées que brièvement. Toutefois, ces libertés sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion – prévue pour la mi-mars – entre les chefs de mission de l'UE et les autorités rwandaises.

Ce cadre est tout à fait approprié pour l'examen de telles questions. Des réunions sont organisées à intervalles réguliers, réunions lors desquelles des thèmes difficiles peuvent être abordés en toute franchise.

La coopération au développement belge se situe évidemment dans le droit fil de notre politique générale à l'égard du Rwanda. Si des progrès insuffisants étaient réalisés en matière de bonne administration et de démocratie dans ce pays, l'aide que nous lui octroyons pourrait effectivement être revue mais la population rwandaise serait toutefois la première victime d'une telle révision.

Quoique cela aille à l'encontre de demandes répétées du gouvernement rwandais, la Belgique continuera de lier son attitude vis-à-vis du Rwanda à certaines conditions.

20.03 Els Demol (N-VA): Je me réjouis que le ministre ne se laisse pas dépasser par les événements. Le président Flahaut et le vice-président du Sénat, M. Demeyer, ont effectué une visite au Rwanda pendant le congé de carnaval. Qui a pris exactement l'initiative de cette visite?

20.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Une telle visite n'a évidemment pas lieu à la demande des Affaires étrangères. Si c'était le cas, ce serait étrange. Je pense que dans ce cas de figure, c'est à la démocratie parlementaire de jouer. Semblable initiative est prise en toute transparence, sur la base d'une notification.

M. Flahaut m'a informé de son intention d'effectuer une visite dans certains pays de la région des Grands Lacs. Il est capital que l'on s'informe mutuellement et c'est effectivement ce qui s'est passé ici.

Le **président**: Les parlementaires ont le droit d'aller s'informer partout dans le monde tandis que les ministres doivent éviter d'aller dans certains pays qui posent problème sur la scène internationale.

L'incident est clos.

21 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et

des Réformes institutionnelles sur "la délivrance de passeports par le ministre vénézuélien de l'Intérieur et de la Justice à des membres du Hamas et du Hezbollah" (n° 2913)

21.01 Alexandra Colen (VB): Le ministre vénézuélien de l'Intérieur et de la Justice, Tarek Al Aissami, aurait délivré des passeports vénézuéliens à des membres du Hamas et du Hezbollah.

Le gouvernement belge dispose-t-il d'informations complémentaires concernant cette affaire et les liens éventuels entre le Venezuela et des groupes islamistes radicaux? Envisage-t-il d'examiner de manière plus approfondie les passeports vénézuéliens?

21.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): On n'a encore jamais pu démontrer l'existence de relations de coopération entre le régime du président Chavez et le Hezbollah. En tout cas, une telle coopération ne concorderait pas avec la politique officielle du Venezuela. Dès lors, il ne me semble pas recommandé de procéder à un contrôle plus strict des passeports vénézuéliens.

L'incident est clos.

22 Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le recours à des partenariats entre l'UE et les pays situés à l'est de l'Union" (n° 2931)

22.01 Daphné Dumery (N-VA): Quelle est l'attitude de la Belgique sur les partenariats avec des pays comme le Belarus, la Russie et l'Ukraine? Quelles sont les conditions? Dans quels domaines ces partenariats peuvent-ils soutenir la démocratie dans ces pays? La Belgique pourrait-elle signer des partenariats avec d'autres pays?

22.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'Union européenne et la Russie négocient depuis 2008 le nouvel accord global qui doit remplacer l'actuel partenariat. Un nouvel accord d'association est également en cours de négociation avec l'Ukraine. Au Belarus, l'Union européenne a décidé de poursuivre sa politique d'engagement critique. Un éventuel renforcement de la coopération dépend toutefois des progrès réalisés par le gouvernement du Belarus en matière de respect des droits de l'homme, de l'État de droit et des principes démocratiques. Des critères additionnels sont prévus en fonction du domaine concerné par la coopération.

Un Forum de la société civile du partenariat oriental s'est créé. Des séminaires ont également été organisés sur des thèmes comme la lutte contre la corruption et la réforme des services publics. De plus, on encourage les contacts en réunissant étudiants, acteurs civils et enseignants.

La Belgique est d'avis qu'il est dans l'intérêt de l'UE de poursuivre le développement de ses relations avec les pays voisins. C'est d'ailleurs ce qu'a explicitement décidé le Conseil européen de juin 2004. C'est la raison pour laquelle l'UE a décidé de se tourner aussi vers les pays de la zone méditerranéenne.

22.03 Daphné Dumery (N-VA): Je ne doute pas des bonnes intentions de l'Europe ou de la Belgique. Par contre, je me méfie de celles de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus. C'est pourquoi j'aimerais que l'on insiste davantage sur le renforcement de la démocratie et que l'on cesse de ne se focaliser que sur l'ouverture des frontières et la libéralisation des visas.

L'incident est clos.

23 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3089)

23.01 Alexandra Colen (VB): Aucun arrêté portant exécution de la loi du 10 janvier 2010 modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard n'a encore été promulgué.

Cet état de fait m'incite à demander au ministre combien d'arrêtés royaux sont prêts dans son domaine de compétences et attendent la signature d'un gouvernement de plein exercice.

23.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Charger le gouvernement de l'expédition des affaires courantes relève d'une coutume constitutionnelle limitant les compétences exécutives du gouvernement. La doctrine et la jurisprudence comprennent une description assez précise des affaires courantes basée sur plusieurs critères.

Le gouvernement évalue l'opportunité de la mise en œuvre de chaque mesure envisagée. Cette attitude nécessite un examen au cas par cas dans le cadre duquel sont prises en considération les circonstances ainsi que la nécessité de prendre l'initiative en question. Seuls les arrêtés d'exécution qui répondent à ces critères sont promulgués.

Dans mon département, plusieurs arrêtés royaux ayant trait à certaines nominations, désignations et promotions ainsi qu'à des décorations ne sont pas promulgués, et je ne parle même pas des autres arrêtés royaux qui sont prêts.

L'incident est clos.

24 Question de Mme Özlem Özen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'extradition de Belges vers des pays où le respect des droits de l'homme n'est pas toujours garanti" (n° 3122)

24.01 Özlem Özen (PS): La Belgique n'a-t-elle pas le devoir de garantir à ses ressortissants condamnés ou extradés dans un autre pays qu'ils y seront détenus dans les mêmes conditions que sur notre sol?

24.02 Steven Vanackere, ministre (*en français*): Chaque pays exerce sa responsabilité quant aux personnes extradées et condamnées sur son propre territoire, au regard du respect des droits de l'homme. La Belgique n'a pas l'obligation de garantir que les détenus belges sont détenus dans les mêmes conditions qu'en Belgique.

L'incident est clos.

25 Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le coup d'État en République démocratique du Congo" (n° 3183)

25.01 Els Demol (N-VA): Le 27 février 2011, une bande armée a lancé un assaut contre la résidence du président congolais Kabila, tandis qu'un camp militaire logistique était attaqué au même moment. Diverses rumeurs circulent sur les raisons qui auraient motivé cette attaque.

Le ministre a-t-il d'autres informations sur cette attaque et sur ses motifs? Des Belges ont-ils été impliqués dans cet incident? Des coups de feu ont également été entendus à proximité d'une école belge. Que pense le ministre de la déclaration du président Kabila, qui rejette la faute sur ses opposants politiques? Ces événements auront-ils des répercussions sur les élections présidentielles de novembre prochain?

25.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): À Kinshasa, la situation est entre-temps revenue à la normale. Des coups de feu ont effectivement été entendus aux abords de l'école belge, mais aucun ressortissant belge n'a été impliqué dans l'attaque. Il n'y a d'ailleurs pas eu de morts dans les environs de l'école.

Des doutes subsistent encore sur l'identité des auteurs. Ni l'ambassade ni mon département sont au courant de la déclaration du président Kabila évoquée par Mme Demol.

Il est encore difficile de tirer des conclusions précises de cet incident mais il est clair que les conditions de sécurité en RDC et à Kinshasa demeurent précaires. Ce problème devra retenir toute l'attention à l'approche des élections.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 54.

De vergadering wordt geopend om 09.05 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie van de Belgen in Ivoorkust" (nr. 1873)
- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de diplomatieke contacten met Ivoorkust" (nr. 2122)
- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Ivoorkust" (nr. 2269)
- mevrouw Els Demol aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Ivoorkust" (nr. 3245)
- mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Ivoorkust" (nr. 3365)

01.01 **Els Demol** (N-VA): De berichtgeving over de ongeregelde heden in Ivoorkust geven duidelijk aan dat de situatie er escaleert.

Hoe schatten de minister, zijn diensten en de Belgische ambassade de huidige situatie in? Hoeveel Belgen verblijven daar momenteel nog en wat wordt ondernomen voor hun veiligheid? Hoeveel Belgische militairen zijn er en wat is hun opdracht? Kan de minister bevestigen dat het wapenembargo tegen Ivoorkust is geschonden? Wie is daarvoor verantwoordelijk? Welke stappen ondernemen de minister en zijn diensten om deze situatie te bespreken op Europese en andere internationale fora?

01.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De ambassade in Abidjan is nog steeds volledig operationeel en kan regelmatig aanbevelingen en informatie doorsturen. De veiligheidsvoorschriften worden verzonden aan iedereen die zich, zelfs tijdelijk, op de ambassade inschrijft via alle beschikbare communicatiemiddelen en diensten.

De reisadviezen op de website van Buitenlandse Zaken zijn aangepast. Het wordt ten stelligste afgeraden naar Ivoorkust af te reizen en we roepen de Belgen in Ivoorkust opnieuw op om het land tijdelijk te verlaten.

Een verbindingsofficier van Defensie in de ambassade heeft regelmatige contacten met de andere aanwezige buitenlandse militairen.

Zowel ter plaatse als tussen de hoofdsteden is er coördinatie op EU-niveau. Er is afgesproken dat Frankrijk het voortouw neemt. Momenteel verblijft nog steeds een driehonderdtal Belgen in Ivoorkust. In veel gevallen gaat het om mensen die gevestigde belangen en soms ook de dubbele nationaliteit hebben. Uiteraard dwingen wij niemand tot evacuatie. Evacuatie is momenteel ook niet aan de orde.

Er is inderdaad sprake van meer confrontaties tussen beide kampen, zoals ik persoonlijk heb kunnen vaststellen tijdens een recent gesprek met de minister van Justitie van president Ouattara. Het schokkende incident met de groep betogende vrouwen is trouwens zeer schadelijk geweest voor Gbagbo.

Tussen België en Frankrijk zijn afspraken gemaakt over steun en samenwerking. Zo heeft Defensie met de steun van Frankrijk een Forward Security Team ontplooid met het oog op de bescherming van de Belgische ambassade. Defensie houdt constant middelen paraat voor een mogelijke evacuatie van onderdanen in het buitenland.

Volgens een persbericht van de VN is de mogelijke schending van het wapenembargo niet bevestigd.

Via onze ambassade in Abidjan volgt België de ontwikkelingen in Ivoorkust op de voet en onze verschillende permanente vertegenwoordigingen nemen actief deel aan de discussies binnen de EU- en de VN-instellingen over dit onderwerp.

01.03 **Els Demol** (N-VA): Het is heel goed dat wij in Ivoorkust de vinger aan de pols houden, gezien de explosieve situatie daar. De burgers worden er helaas duidelijk gebruikt als wapens.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Els Demol** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke terugtrekking van Kenia uit het Internationaal Strafhof in Den Haag" (nr. 2178)

- de heer **Bruno Tuybens** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Keniaanse plannen om zich als partij terug te trekken uit het Internationaal Strafhof" (nr. 2184)

- mevrouw **Eva Brems** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het lidmaatschap van Kenia van het Internationaal Strafhof" (nr. 2208)

02.01 Els Demol (N-VA): Het Keniaanse Parlement beraadt zich over een terugtrekking uit het Internationaal Strafhof. Openbaar aanklager Moreno-Ocampo beschuldigt een aantal hooggeplaatste Kenianen van het ophitsen tot verkiezingsgeweld in 2007.

Kunnen België en Europa iets doen om te verhinderen dat Kenia zich terugtrekt uit het Internationaal Strafhof? Kan een eventuele terugtrekking van Kenia een domino-effect veroorzaken in de regio?

02.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het kan niet dat een land dat zich heeft aangesloten bij het Internationaal Strafhof, zich terugtrekt zodra zich een zaak voordoet. Zoiets ondergraaft het hele systeem. Ondertussen vraagt Kenia, met de steun van de Afrikaanse Unie, om de vervolging van de Keniaanse politici op te schorten.

Heeft België zijn ongenoegen al geuit tegen Kenia over het voornemen om zich terug te trekken? Wat is ons standpunt over een schorsing? Neemt de EU maatregelen?

02.03 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Na de dagvaarding op 15 december 2010 door openbaar aanklager Moreno-Ocampo – waarover trouwens in de loop van deze maand een beslissing wordt genomen – heeft het Keniaanse Parlement een motie van terugtrekking uit het Statuut van Rome goedgekeurd. Dat gebeurde op 22 december 2010. Het wetsontwerp dat de motie volgt, is evenwel nog niet goedgekeurd. Het lijkt erop dat de regering de motie niet wenst te volgen.

Ook al stapt Kenia uit het Internationaal Strafhof, dan betekent dat niet dat de vervolging van de zes verdachten wordt stopgezet. Een terugtrekking heeft dus weinig zin. Kenia bekijkt andere mogelijkheden en denkt na over de oprichting van een plaatselijke rechtbank om de verdachten zelf te vervolgen.

Op basis van artikel 19 van het Statuut van Rome kan een niet-ontvankelijkheid worden gevraagd als het land zelf voor de berechting zorgt. Kenia moet in dat geval wel bewijzen dat het over de nodige wil en de capaciteit beschikt om het onderzoek te voeren en de vervolging tot een goed einde te brengen. Op basis van artikel 16 van het Statuut kan de VN-Veiligheidsraad aan het Hof vragen om de vervolging met een jaar op te schorten, de termijn waarbinnen Kenia een plaatselijke rechtbank kan opzetten.

De Afrikaanse Unie steunt het beroep op artikel 16. De Afrikaanse leden van de VN-Veiligheidsraad – Zuid-Afrika, Nigeria en Gabon – willen ijveren om de kwestie op de agenda te zetten.

Tijdens bilaterale contacten brengen wij onze ongerustheid over de moeilijke samenwerking van Kenia met het Internationaal Strafhof ter sprake. De EU is het erover eens dat, als het Statuut van Rome wordt opgezegd, zij een zeer sterk signaal moet geven. Dat is al besproken met de voorzitter van de Commissie van de Afrikaanse Unie. Die verzekerde ons dat de Afrikaanse Unie niet tegen het Strafhof is en zich niet als één blok zal terugtrekken.

We moeten dan bekijken hoe we Kenia in staat kunnen stellen om op een geloofwaardige manier zelf de berechting te organiseren.

02.04 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Ik vraag mij af of het in zo'n *high profile* politiek dossier wel haalbaar is om zelf voor de berechting te zorgen.

02.05 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Mocht Kenia zich terugtrekken, dan blijft de vervolging volgens het internationaal recht overeind. Mocht Kenia via een beroep op de artikelen 16 en 19 kunnen aantonen in staat te zijn zelf de berechting te organiseren, dan vervalt de procedure voor het Hof.

02.06 **Eva Brems** (*Ecolo-Groen!*): Wordt er in dat geval voorzien in ondersteuning en begeleiding?

02.07 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Volgens ons is de weg via het Strafhof de beste, maar als Kenia expliciet de wil toont om het zelf te doen, zullen wij behulpzaam zijn.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Patrick Moriau aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de politieke situatie in Libanon" (nr. 2203)

03.01 **Patrick Moriau** (PS): Op 12 januari jongstleden zijn elf Libanese ministers opgestapt. Dat heeft de val van de regering van nationale eenheid van Saad Hariri alleen maar bespoedigd. Sinds juli 2010 is het Speciaal Tribunaal voor Libanon (STL), dat licht moet werpen op de dodelijke aanslag op premier Rafik Hariri in 2005, een twistappel geworden tussen de meerderheid, belichaamd door premier Saad Hariri, en de oppositie, vertegenwoordigd door Hassan Nasrallah, secretaris-generaal van Hezbollah.

Het onderzoek van de akte van beschuldiging zou zes tot tien weken in beslag nemen. Ondertussen loopt de spanning in Beiroet verder op. De internationale diplomatie is druk in de weer om te voorkomen dat de crisis een gewelddadige wending zou nemen.

Denkt u dat, als Hezbollah door het STL wordt beschuldigd van betrokkenheid bij de moord op Rafik Hariri, Libanon opnieuw in een gewapend conflict verzeild zou kunnen raken? Welke boodschap zal de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie brengen wanneer ze de regio bezoekt? De Saudi-Arabisch minister van Buitenlandse Zaken heeft gewaarschuwd voor een verdeling of een splitsing binnen Libanon. Wat vindt u daarvan?

Vorig weekend hebben een miljoen mensen betoogd op het Plein van de Martelaren in Beiroet. Sommigen vrezen dat de soennieten het onderzoek naar de moord op Hariri en de ontwapening van Hezbollah zullen aangrijpen om Beiroet in te nemen, en dat ze daartoe de zwaarbewapende Palestijnse kampen zullen mobiliseren. Anderen zijn dan weer bang voor een Israëliësch offensief, zoals in 2006.

03.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Als reactie op geruchten die tijdens de zomer van 2010 de kop opstaken in verband met een mogelijk verzoek tot inbeschuldigingstelling van personen die banden hadden met Hezbollah door de procureur van het STL, deed Hezbollah voortdurend vijandige uitspraken aan het adres van het Tribunaal, wat bijdroeg tot de destabilisatie van de regering en vervolgens tot het ontslag van de Hezbollahministers en van de christelijke en sjiiitische politieke bondgenoten van de regering. Bij gebrek aan quorum hebben die ontslagen tot de val van de regering van eerste minister Hariri geleid (een soeniet die de steun genoot van de overige christenen).

De toestand blijft kalm, al is de spanning tastbaar. De regering van nationale eenheid werd in juni 2008 door Saad Hariri op de been gebracht na het akkoord van Doha en de Qatarese bemiddeling. België en zijn partners van de Europese Unie volgen de situatie op de voet.

Op de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari werd de nadruk gelegd op het goed functioneren van de instellingen en op het belang van de geweldloosheid. Het is nu aan de nieuwe eerste minister, de heer Mikati, om een regering te vormen die aan die verwachtingen beantwoordt.

Het STL werd opgericht op vraag van de Libanezen en moet bijdragen tot de stabilisatie van het land, door een duidelijk antwoord te bieden aan diegenen die denken dat ze straffeloos geweld kunnen hanteren als politiek instrument. Ik sluit me aan bij de oproep van Lady Ashton tot de Libanese politieke verantwoordelijken om een constructieve dialoog te hervatten teneinde tot een onderhandelde oplossing te komen.

De Europese Unie verwacht van de Libanese regering volledige samenwerking met het Tribunaal. Er wordt

momenteel niet gedacht aan sancties vanwege de Europese Unie of de Verenigde Naties tegen bepaalde individuen. De Europese Unie bevestigt haar vertrouwen in het STL en is bereid het te financieren.

Ik denk eraan om een nieuwe bijdrage toe te kennen. Dat zal de derde Belgische bijdrage zijn (er werden in 2009 en 2010 al twee betalingen van 175.000 euro gedaan).

03.03 Patrick Moriau (PS): Ik was dit weekend in Beiroet en ik kan u zeggen dat de spanning daar te snijden is. Tussen tirannie en jihadisme ligt er klaarblijkelijk een nieuwe democratische weg open en iedereen in de regio kan zich daarin vinden. De tanks en het leger zijn echter alomtegenwoordig. Het leger speelt momenteel het spel met Hezbollah, die vreemd genoeg een modererende rol speelt.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de stappen met het oog op de erkenning van de Palestijnse Staat" (nr. 2271)

- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de diplomatieke campagne van de Palestijnse Autoriteit voor erkenning van de onafhankelijke Palestijnse Staat" (nr. 2745)

- van de heer **Tanguy Veys** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de diplomatieke campagne van de Palestijnse Autoriteit voor erkenning van de onafhankelijke Palestijnse Staat" (nr. 3328)

04.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De vertegenwoordigers van de Palestijnse Autoriteit zijn teleurgesteld over de onderhandelingen en hebben hun strategie aangepast: ze zullen eerst aan de Verenigde Staten vragen om de Palestijnse Staat te erkennen binnen de grenzen van 1967, omdat ze ervan uitgaan dat het voor Israël moeilijker is om de bezetting van een internationaal erkende Staat te rechtvaardigen.

Wat vindt u van dat initiatief? Vele landen zouden er positief tegenover staan. Welk standpunt zou België dienaangaande innemen in de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties of de VN-Veiligheidsraad? Wat is de uitkomst van de besprekingen die tijdens het Belgische EU-voorzitterschap zouden zijn gevoerd? Een erkenning zou een enorme symbolische waarde hebben.

04.02 Tanguy Veys (VB): De rechtstreekse gesprekken tussen Israël en de Palestijnen zijn opgeschort sinds 26 september 2010. De Palestijnen bewandelen sinds de blokkering ook alternatieve wegen. Zij vragen andere landen om de Palestijnse Staat te erkennen op basis van de voor 1967 afgesproken grenzen, met Jeruzalem als hoofdstad van de twee staten.

Is de minister van oordeel dat de Engelstalige versie van VN-resolutie 242 het heeft over de teruggave van 'gebieden' en niet van 'de gebieden'? Moet men volgens de minister alles doen om de geblokkeerde vredesonderhandelingen nieuw leven in te blazen, in plaats van de Palestijnse Staat te erkennen op basis van de voor 1967 afgesproken grenzen? Weet de minister dat Samaria en Judea op de Westbank volgens internationaal oorlogsrecht gebieden zijn die legitiem bezet zijn als resultaat van aanvalsoorlogen die tegen Israël werden gevoerd?

Zal de minister ermee rekening houden dat dit een ideologisch conflict is tussen de onvrije en antiwesterse islamitische wereld en het volledig vrije Israël? Heeft de minister weet van het antisemitische karakter van de islamitische wereld? Boeken als *Mein Kampf* en *De protocollen van de wijzen van Sion* zijn daar bestsellers. Vindt hij dan ook dat – zolang dat niet verandert – duurzame vrede in het Midden-Oosten überhaupt onmogelijk is? Weet hij dat de Algerijnse schrijver Boualem Sansal het Arabisch nationalisme een "racistische, antidemocratische, antiwesterse, antisemitische en anti-Israëlsche ideologie" noemt? Beseft de minister dat niet de nederzettingen het obstakel vormen voor vrede, maar dat zij slechts het gevolg zijn van de ideologie die door Sansal wordt beschreven?

04.03 Minister Steven Vanackere (Frans): Toen Arafat in 1988 de Palestijnse Staat uitriep, werd deze erkend door meer dan honderd landen, waaronder Cyprus, Malta en sommige landen die toen nog tot de invloedssfeer van de Sovjet-Unie behoorden maar die nu Europese lidstaten zijn.

Ik heb net als u geruchten gehoord over een initiatief in het kader van de Verenigde Naties om meer steun te vinden voor die internationale erkenning. De beslissing om Palestina als een volwaardig lid van de Verenigde Naties te erkennen, moet door de Veiligheidsraad goedgekeurd worden. Bij mijn weten staat er niets van dien aard op de agenda.

Inhoudelijk zijn België en de EU voorstander van een na onderhandelingen tot stand gekomen oplossing die leidt tot de oprichting van een onafhankelijke, democratische en leefbare Palestijnse Staat, met als grens de Groene Lijn van 1967. De EU steunt het zelfbeschikkingsrecht van het Palestijnse volk en is bereid de toekomstige Palestijnse Staat te erkennen als Israël en Palestina vreedzaam naast elkaar kunnen bestaan. Als Palestina erkend wordt zonder vredesakkoord, loopt men het risico de huidige bezettingstoestand te consolideren. Ik heb een en ander besproken met mijn Noorse collega Jonas Støre en hij denkt er hetzelfde over. Het erkennen van een aspiratie op politiek niveau staat niet noodzakelijk gelijk aan het erkennen van een Staat, want *"to recognize a state, this state first has to exist"*, om het met zijn woorden te zeggen. Het gaat dus niet om het steunen van een aspiratie, maar om de erkenning van een situatie die vandaag niet bestaat.

(Nederlands) Zoals de rest van de EU beschouwt België de Israëlische aanwezigheid op de Westbank en in de Gazastrook na 1967 wel degelijk als een bezetting. De kolonies die gevestigd zijn in bezet gebied, inclusief Oost-Jeruzalem, vormen een obstakel voor de vrede en zijn volgens het internationaal recht illegaal.

De internationale gemeenschap roept beide zijden op om geen eenzijdige daden te stellen en extremistische boodschappen en ophitsing, inclusief elke vorm van *hate speech*, tegen te gaan.

(Frans) Ik deel de bezorgdheid, van Palestina en van de internationale gemeenschap, ten overstaan van de huidige impasse en van de nederzettingenpolitiek van de regering-Netanyahu, in het bijzonder in Oost-Jeruzalem.

De Europese Unie nam het initiatief om op 5 februari in München een vergadering van het Kwartet te organiseren, met als positieve boodschap dat de onderhandelingen de partijen niet vrijstellen van de inachtneming van het internationale recht.

België heeft de Palestijnse ontwerpresolutie van de Veiligheidsraad waarin Israël wordt opgeroepen om meteen een einde te maken aan zijn nederzettingsactiviteiten, waarin wordt gevraagd de onderhandelingen te hervatten en alle vraagstukken met betrekking tot het eindstatuut tegen september 2011 te regelen, mede ondersteund. De tekst werd echter geblokkeerd door het veto van de Amerikaanse delegatie. Alle andere leden hebben voor gestemd. Net als Lady Ashton betreur ik deze mislukking.

04.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): We moeten een open oor hebben voor de verzuchting van de Palestijnse Autoriteit, die een volledig andere strategie wil toepassen. Het nederzettingenbeleid is inderdaad onwettig. Hoe langer men wacht om iets tegen dat beleid te ondernemen, des te moeilijker het zal zijn om twee staten op te richten. Ik roep op tot een snelle hervatting van de gesprekken.

04.05 Tanguy Veys (VB): Ik ben blij dat de Belgische regering nog steeds kiest voor onderhandelen en niet domweg voor erkenning. Dat zou niets oplossen en de posities alleen maar verstrakken.

De Belgische regering moet zich bezinnen of het standpunt inzake bezetting en kolonisatie niet aan actualisatie toe is.

Het blijkt duidelijk uit welke hoek haat en geweld komen.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Luykx aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "'baggeroorlog' in de Filipijnen" (nr. 1825)
- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "the War of the Belgians" (nr. 2118)

05.01 Peter Luykx (N-VA): Naar aanleiding van de veelbesproken baggeroorlog tussen de Belgische bedrijven Jan De Nul en Deme in de Filippijnen, argumenteerde een maatschappij destijds dat er een openbare aanbesteding moest zijn, tenzij de financiering gebeurde met geld van ontwikkelingshulp. Volgens de ambassade was er geen openbare aanbesteding uitgeschreven, maar golden toch de normale concurrentieregels.

Kan de minister dit toelichten?

05.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Bij mijn weten is het contract niet geannuleerd en gaat het om een privéproject, waarbij een klassieke verzekering werd aangevraagd bij en toegekend door Delcredere. Verwijzingen naar leningen van Staat tot Staat in het raam van ontwikkelingssamenwerking zijn hier dus niet van toepassing. Ik ben ervan overtuigd dat het eventuele conflict al lang van de baan is. Oncollegiaal optreden tussen Belgische bedrijven is noch in het eigen, noch in het nationale belang, en dus niet voor herhaling vatbaar, wat ik de betrokkenen ook duidelijk heb gemaakt.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de vergoeding van het personeel van de ambassade in Caracas" (nr. 2032)

06.01 Peter Luykx (N-VA): Onder het beleid van president Hugo Chávez loopt de inflatie in Venezuela snel op. De loonvoorwaarden voor het personeel op de Belgische ambassade in Caracas bleven de afgelopen twee jaar ongewijzigd, zodat ik me afvraag welke impact die inflatie heeft op de financiële slagkracht van onze landgenoten aldaar.

Is de minister op de hoogte van de problematiek en heeft hij overlegd met de Belgische ambassadeur en met de administratie over de plaatselijke loonvoorwaarden? Is een aanpassing van de loonvoorwaarden mogelijk? Vanaf wanneer?

06.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Uiteraard zijn we op de hoogte van de situatie. De loonvoorwaarden en de financiële situatie van de personeelsleden op de buitenlandse diplomatieke en consulaire posten houden ook rekening met de evolutie van de levensduurte in de betrokken landen. Op basis daarvan worden de lonen regelmatig herzien. Eurostatmodellen laten toe om de aanpassingen te controleren.

In 2011 zal ook voor Caracas een dergelijke herziening plaatsvinden, maar niet met terugwerkende kracht. Men kan natuurlijk vinden dat het systeem nog soepeler zou moeten werken, daar is wellicht ook iets voor te zeggen, maar het moet voor mij ook nog hanteerbaar blijven. In een periode van lopende zaken is het echter niet aan mij om initiatieven te nemen om het systeem aan te passen.

06.03 Peter Luykx (N-VA): Het debat over de loonindex moeten we inderdaad niet voeren in de commissie Buitenlandse Betrekkingen. Ik hoor dat de minister wel vragende partij is voor een aanpassing van de lonen aan de levensduurte. Bij extreme veranderingen ter plaatse kan het systeem van een aanpassing eenmaal per jaar wel heel slecht uitkomen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Colen krijgt het woord voor vraag nr. 2338 over de aanslag in Moskou.

06.04 Alexandra Colen (VB): Ik ben wat laat gekomen, maar ik had nog een vraag op de agenda staan; we wachten al drie maanden om die vragen te kunnen stellen.

De **voorzitter**: De vraag is al gesteld en de minister heeft er uitgebreid op geantwoord. Het antwoord is na te lezen in het verslag.

06.05 Alexandra Colen (VB): Het incident is maanden geleden gebeurd. Ik begrijp niet dat het zo lang duurt

eer er vragen over kunnen worden gesteld.

De **voorzitter**: De minister heeft internationale verplichtingen.

06.06 Alexandra Colen (VB): In een jaar tijd zijn de vragen verviervoudigd. Ik doe mijn best om hier zoveel mogelijk aanwezig te zijn, maar commissievergaderingen moeten soms wijken voor internationale verplichtingen.

De **voorzitter**: De minister komt vrijdag 25 maart voor een inhaalmanoeuvre en voor mij mogen vergaderingen ook op zaterdag of om zes uur 's ochtends plaatsvinden.

06.07 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): De mondelinge vragen blijven toenemen, de schriftelijke niet. Dat is zeker niet omdat ik laattijdig zou antwoorden. Ik spoor de collega's aan om voor de schriftelijke formule te kiezen.

De **voorzitter**: De meeste mondelinge vragen zouden kunnen worden omgezet in schriftelijke vragen. We moeten terugkeren naar de essentie.

07 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de terreuraanslag in Moskou" (nr. 2338)

07.01 Alexandra Colen (VB): De terreuraanslag in Moskou is niet de eerste aanslag van Tsjetsjenen in Rusland. De Russische hoofdstad krijgt daardoor de kwalijke reputatie van onveiligste stad op het gebied van zelfmoordterreur in Europa.

Hoe is de algemene veiligheidstoestand in de internationale luchthaven en in het openbaar vervoer van Moskou? Hebben de Belgische autoriteiten ooit de Russische benaderd over de terreurdreiging in Moskou en met welk resultaat?

07.02 Minister Steven Vanackere (*Nederlands*): België onderhoudt samen met de Europese partners en de EU-antiterrorismecoördinator een continue dialoog met de Russische Federatie om de strijd tegen het internationaal terrorisme te stroomlijnen en de samenwerking verder te verbeteren. Die samenwerking gebeurt vooral tussen de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Het actieplan dat ik vorig jaar ondertekend heb, bevat ook bilaterale afspraken inzake justitie en binnenlandse zaken tussen België en Rusland. In januari haalde premier Letermé het terrorisme nog aan bij zijn bezoek aan president Medvedev en premier Poetin. Tijdens mijn bezoek van begin april zal het onderwerp wellicht ook weer aan bod komen.

07.03 Alexandra Colen (VB): Rusland is een nabuur van de Europese Unie en het aantal contacten met Rusland verhoogt. Daarom hopen veel mensen op een verbetering van de toestand.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de diplomatieke relaties met de Palestijnen" (nr. 2350)
- de heer Tanguy Veys aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de diplomatieke relaties met de Palestijnen" (nr. 3329)

08.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Wat is het standpunt van de regering over een verhoging van het statuut van de Palestijnse missie in België, zoals dat ook in een paar andere Europese landen is gebeurd?

08.02 Tanguy Veys (VB): Men vraagt om het statuut van de Palestijnse delegatie in Brussel te verhogen naar missie of zelfs ambassade.

Houdt de minister bij het bepalen van zijn standpunt rekening met het feit dat er niet zoiets bestaat als het

Palestijnse volk en dat, volgens Yasser Arafat, een Palestijnse Staat slechts een middel is om de strijd tegen Israël en voor de Arabische eenheid voort te zetten?

Is hij ervan op de hoogte dat menig Arabisch leider het Palestijnse volk een fictief volk heeft genoemd en dat de Arabisch-islamitische wereld een Palestijnse Staat beschouwt als een eerste stap naar de vernietiging van Israël?

Is hij ervan op de hoogte dat ook de Palestijnse Autoriteit oproept om Israëliërs aan te vallen en nog steeds vindt dat Israël vernietigd moet worden? Beseft de minister dat dergelijke Staat niet zal bijdragen tot vrede met Israël?

08.03 Minister **Steven Vanackere** (Nederlands): Al in 2010 heb ik aan mijn Palestijnse gesprekspartners gemeld dat ik van plan ben om het statuut van de Palestijnse delegatie in Brussel op een hoger niveau te brengen, zoals dat in andere EU-lidstaten ook gebeurt. De vertegenwoordigster beschikt nu al over een diplomatieke nummerplaat en de delegatie heeft toegang tot de VIP-ruimte op de luchthaven om officiële bezoekers te verwelkomen.

Andere beslissingen om het statuut van de Palestijnse delegatie in Brussel te verbeteren en die in vele gevallen fiscale implicaties hebben, kunnen niet door een regering van lopende zaken worden genomen. Mijn administratie blijft zich wel documenteren over de wijzigingen in andere EU-landen en heeft onderzoek gedaan naar de vorm die het akkoord met de Palestijnen zou moeten aannemen.

België heeft, samen met de Europese Unie, het zelfbeschikkingsrecht van het Palestijnse volk al lang erkend. De akkoorden van Oslo tonen aan dat de Palestijnse zijde het bestaansrecht van Israël erkent en de tweestatenoplossing steunt. De Palestijnse Autoriteit is bijgevolg een al lang erkende gesprekspartner, zowel voor de Israëlische autoriteiten als voor de internationale gemeenschap.

08.04 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Drie maanden geleden had ik dit antwoord aanvaard, maar als ik zie hoe rekbaar het begrip *lopende zaken* is geworden, vraag ik om mee te gaan met de andere Europese landen die een upgrade van het statuut van de missie van de Palestijnse Autoriteit doorvoeren.

08.05 **Tanguy Veys** (VB): Dit is een onvolledig antwoord. De minister motiveert de opwaardering van de Palestijnse vertegenwoordiging ook niet. Ik denk dat een aantal feiten, stellingen en standpunten die opwaardering niet verantwoorden.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Ingeborg De Meulemeester** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de moord op David Kato" (nr. 2393)

- mevrouw **Eva Brems** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de moord op David Kato" (nr. 2496)

09.01 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): In Uganda werd eind januari homoactivist David Kato op brutale wijze doodgeslagen. In oktober 2010 ontving hij al meerdere doodsbedreigingen.

De Ugandese overheid ontkent dat Kato's strijd voor homorechten de ware reden is voor de moord. Homoseksualiteit is illegaal in Uganda. Na veel internationaal protest trok de regering vorig jaar een wetsvoorstel in dat homoseksualiteit met de dood zou bestraffen.

België besteedt elk jaar 65 miljoen euro aan officiële ontwikkelingssamenwerking met Uganda. Kan men de rechten van holebi's en transseksuelen toevoegen als een van de transversale thema's in het indicatief samenwerkingsprogramma? Hoe wil de minister na deze brutale moord de rechten van homoseksuelen verdedigen op multilateraal vlak?

09.02 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): De moord op David Kato staat in de hele holebigemeenschap symbool voor de wetteloosheid en het gebrek aan bescherming waarmee holebi's te maken krijgen op vele plaatsen ter wereld.

Welke stappen acht de minister mogelijk om de verspreiding van homohaat door Amerikaanse conservatieve evangelisten in Uganda tegen te gaan? Hoe brengt men dit thema in rekening bij de ontwikkelingssamenwerking met Uganda? België is op nationaal vlak een van de voortrekkers inzake holebirechten. Kan ons land dit ook zijn op internationaal vlak?

Kan men – waar dat relevant is – een clause over de bestrijding van homohaat opnemen in samenwerkingsovereenkomsten en bilaterale verdragen?

09.03 Minister **Steven Vanackere** (Nederlands): Op 1 maart 2011 ben in de Senaat uitvoeriger ingegaan op de verschillende stappen die België vandaag reeds zet in het raam van de LGBT-problematiek. Ik verwijs naar dit antwoord.

Minister Chastel is bevoegd voor indicatieve samenwerkingsprogramma's. De erkenning van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de erkenning van het feit dat alle mensen vrij en gelijk geboren worden in waardigheid en rechten, is naar mijn oordeel een clause die de non-discriminatie op basis van seksuele geaardheid en identiteit dekt.

President Obama heeft met klem de moord op David Kato veroordeeld. De Amerikaanse administratie verdedigt actief de rechten van holebi's. Vooral de organisaties van het lokaal en internationaal maatschappelijk middenveld moeten een rol spelen bij de tegenwerking van de homofobe boodschappen van de evangelisten. Aan dat soort demarches moeten we onze bijstand verlenen.

09.04 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): In het Parlement hebben we twee weken geleden een resolutie over rechten van holebi's goedgekeurd. Dit moet opgenomen worden in de beleidsplannen. Wij moeten inzake tolerantie tegenover homoseksualiteit druk blijven uitoefenen.

09.05 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): Clausules die algemene gelijkheid en non-discriminatie vermelden zonder specifiek op het thema seksuele oriëntatie of homohaat in te gaan, volstaan eigenlijk niet. Het is een thema waarover de internationale juridische, maar zeker de politieke, consensus nog niet zo groot is. Het is wenselijk om het te expliciteren, ook al ligt dat diplomatiek wat moeilijker.

Het incident is gesloten.

10 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Ingeborg De Meulemeester** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de terechtstelling van een Nederlands-Iraanse vrouw" (nr. 2466)
- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de executie van een Nederlandse vrouw in Iran" (nr. 2692)
- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie van Belgen in Iran" (nr. 2830)

10.01 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): Eind januari werd de Iraans-Nederlandse vrouw Zahra Bahrami geëxecuteerd in Iran, op beschuldiging van drugshandel en drugsbezit. Ze werd eind 2009 gearresteerd nadat ze een manifestatie had bijgewoond tegen het huidige regime in Iran.

Is deze kwestie besproken op de Raad van ministers van Buitenlandse Zaken en werd daar iets beslist over mogelijke maatregelen tegen Iran? Heeft de minister zicht op het aantal Belgen dat ook de Iraanse nationaliteit heeft? Hoe kan België Belgisch-Iraanse vrouwen in een gelijkaardige situatie beschermen?

10.02 **Alexandra Colen** (VB): Officieel werd de betrokkene terechtgesteld wegens drugshandel, maar het vermoeden is toch dat dit gebeurde omwille van haar politieke activiteiten.

Wat is de Belgische houding in deze zaak? Overweegt de EU sancties tegen Iran?

In Nederland raakte bovendien bekend dat minstens vier christenen nog steeds gevangen zitten in Iran omwille van hun geloofsovertuiging, zonder dat er sprake is van een aanklacht, waarvan een de Iraanse en de Nederlandse nationaliteit bezit.

Hoeveel Belgische staatsburgers wonen in Iran, al dan niet met dubbele nationaliteit? Zitten er Belgische staatsburgers in Iraanse gevangenis of zijn er die problemen hebben of hebben gehad met de justitie?

10.03 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Op de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari heeft mijn Nederlandse collega gevraagd om een Europese reactie naar aanleiding van de terechtstelling van Zahra Bahrami. Mevrouw Ashton heeft het voorval ten strengste veroordeeld. Mijn directeur-generaal voor bilaterale relaties heeft op 3 februari hetzelfde gedaan bij de ambassadeur van Iran en gezegd dat België een moratorium vraagt voor alle terechtstellingen in Iran. De Europese Unie heeft beslist om deelname aan de Iraanse nationale feestdag op 11 februari 2011 te beperken en België heeft niet deelgenomen aan de vieringen en recepties. Binnen de Europese Unie is er nu een debat aan de gang over de beste manier om te reageren op de mensenrechtensituatie in Iran.

Er zijn 170 Belgen ingeschreven bij de ambassade in Teheran, waarvan 160 de dubbele nationaliteit hebben. Volgens onze informatie verblijven er momenteel geen Belgen in de gevangenis en heeft niemand problemen met de Iraanse justitie.

Mijn diensten passen regelmatig het reisadvies aan, waarin ook wordt opgeroepen om de lokale wetgeving nauw na te leven.

De ambassade in Teheran volgt van nabij de evolutie op, in nauw overleg met de andere EU-lidstaten. Als elementaire mensenrechten niet worden gerespecteerd, bekijkt België met de Europese partners hoe daarop kan worden gereageerd.

10.04 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): Mensen met de dubbele nationaliteit moeten weten dat zij in Iran worden beschouwd als Iraniërs.

10.05 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Iran erkende die Nederlandse nationaliteit niet, maar wanneer een persoon van Luxemburgs-Iraanse nationaliteit in Luxemburg voor het gerecht wordt gedaagd, erkent Luxemburg de Iraanse capaciteit om consulaire tussenbeide te komen ook niet. Dat betekent dat wij op internationaal niveau des te feller moeten aandringen op het implementeren van een aantal basisbeginselen, want wij beschikken niet op dezelfde wijze over onze consulaire wapens.

10.06 **Alexandra Colen** (VB): Misschien is het nuttig om bipatriden er in het reisadvies telkens op te wijzen dat zij ter plaatse worden beschouwd als burgers van het land zelf en niet dezelfde aanspraken kunnen maken als een toerist, een reiziger of een buitenlandse werknemer.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de universele periodieke evaluatie van Myanmar door de Mensenrechtenraad" (nr. 2491)**

11.01 **Karine Lalieux** (PS): Van 24 januari tot 4 februari heeft de Hoog Commissaris voor de Mensenrechten in Genève de tiende zitting van de periodieke universele evaluaties georganiseerd. Men heeft er de toestand van de mensenrechten in zestien landen, waaronder Myanmar, onder de loep genomen. We hebben momenteel geen toegang tot het verslag.

Welke opmerkingen heeft België geformuleerd met betrekking tot het verslag van Myanmar? Hebben andere Europese landen een standpunt ingenomen? Ik ben bezorgd over het stilzwijgen van de internationale gemeenschap – met inbegrip van de Europese Unie – over de veiligheid van Aung San Suu Kyi en haar partij, die gevaar lopen als ze de sancties van het Westen tegen de junta blijven steunen.

11.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): België heeft gepleit voor de afschaffing van de doodstraf, de vrijlating van de 2.200 politieke gevangenen, de toetreding tot het Verdrag tegen foltering en de aanpassing van de Myanmarese wetgeving in die zin. We hebben het regime ook aanbevolen een einde te maken aan het statuut van staatloosheid en de rassendiscriminatie van de Rohingyabevolking, en toe te treden tot het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie. Ik zal u een lijst

bezorgen van de elf andere Europese landen die een standpunt hebben ingenomen.

11.03 Karine Lalieux (PS): Ik wacht op het verslag. Ik dank u voor de actie die België heeft ondernomen.

De internationale gemeenschap laat zich merkwaardig genoeg misleiden door die verkiezingen. Alle minderheden moeten nog altijd dwangarbeid verrichten en geen enkele politieke gevangene werd vrijgelaten. De sancties zouden niet alleen moeten worden gehandhaafd, maar ook worden verscherpt, in navolging van de beslissing van de Verenigde Staten.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het optreden van de Europese Unie in de Sahel-regio" (nr. 2007)

12.01 Philippe Blanchart (PS): De Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken bevestigde op 10 januari jongstleden dat de Europese Unie inspanningen wil blijven leveren om de landen in de Sahel te helpen bij de bestrijding van extremisme en geweld. Ze wees er tevens op dat de Unie momenteel werkt aan een globaal beleid om de problemen op het stuk van veiligheid en ontwikkeling het hoofd te bieden en de terrorismedreiging tot nul te reduceren.

Wat zijn de contouren van dat EU-beleid voor de Sahel? Welke concrete acties zou de EU moeten ondernemen inzake ontwikkeling, rechtshulp of veiligheid? In hoeverre vormt de groepering Al Qaida in de Islamitische Maghreb volgens u een bedreiging voor de veiligheid in Europa?

12.02 Minister Steven Vanackere (Frans): De Europese Unie wil een globale en gemeenschappelijke aanpak met betrekking tot de preventie en de vermindering van de instabiliteit in de Sahelregio, die kwetsbaar is door de armoede en het gebrek aan instanties. Dat beleid viseert Mauritanië, Mali en Niger. De nadruk zal daarbij worden gelegd op diplomatie en coördinatie, veiligheid en rechtsstaat, *good governance* en ontwikkeling, alsook de strijd tegen radicalisering.

De armoede in die landen kan een vruchtbare voedingsbodem vormen voor illegale handel, clandestiene immigratie of het ronselen van terroristen. Er is daar weinig *governance*, meer bepaald wat veiligheid, politie, justitie en corruptiebestrijding betreft. De actie van de EU moet gericht zijn op de verbetering van die *governance* en de ondersteuning van de ontwikkeling.

België dringt aan op coördinatie tussen de diverse EU-actoren. Tijdens de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari werd er gepleit voor een snelle goedkeuring van dat beleid, dat tijdens de Raad van 21 maart eerstkomend handen en voeten moet krijgen. De recente moord op twee Fransen in Niger, waar AQIM hoogstwaarschijnlijk de hand in heeft, maakt een Europese actie ter zake nog dringender. De landen in de westelijke Sahel hebben immers onze steun nodig om de terroristische dreiging en de illegale trafiek doeltreffend aan te pakken en de migratiestromen richting Europa mee te beheren.

12.03 Philippe Blanchart (PS): Hoe schat u de mogelijke dreiging op Europees grondgebied in?

12.04 Minister Steven Vanackere (Frans): Tijdens de Raad van 21 maart zullen we onze bezorgdheid bevestigen; de vernietigende kracht van dergelijke bewegingen wordt niet onderschat.

De **voorzitter:** Men moet ook waakzaam blijven ten aanzien van huurlingen uit de Sahel die uit Libië terugkeren.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de uitslag van het referendum in Zuid-Sudan" (nr. 2571)

13.01 Philippe Blanchart (PS): Het referendum voor de zelfbeschikking van Zuid-Sudan in januari is uitgedraaid op een grote overwinning van de voorstanders van de onafhankelijkheid. Het referendum is vreedzaam verlopen en de bevolking heeft er massaal aan deelgenomen.

Een aantal kwesties zijn evenwel nog niet beslecht, zoals de volledige afbakening van de grenzen in vijf gebieden, vaak zijn dit gebieden waar aardolie wordt gewonnen, de verdeling van de olierijkdommen, waarvan 70 % in het zuiden van het land ligt, en het referendum in Abyei.

Ban Ki-moon zei op de top van de Afrikaanse Unie van eind januari in Addis Abeba dat hij erg ongerust was over de toestand na het referendum, vooral omdat het geweld in Darfur aanhoudt.

Hoe kan de internationale gemeenschap Zuid-Sudan begeleiden op weg naar zijn onafhankelijkheid? Zou Zuid-Sudan volgens u kunnen uitgroeien tot een gebied waar wetteloosheid heerst? Kan dit referendum volgens u de vele etnische groepen die van elkaar gescheiden zijn door grenzen die tijdens de kolonisatie werden vastgelegd aanzetten tot het stellen van vergelijkbare eisen? Wat is uw mening over het verzoek van Sudan om de internationale sancties op te heffen en de aanklacht van het Internationaal Strafgerechtshof tegen president al-Bashir in te trekken?

13.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Ondanks het goede verloop van het referendum blijven tal van vragen onbeantwoord. Op 8 februari heeft de internationale gemeenschap de resultaten van het referendum erkend en een inventaris opgemaakt van de uitdagingen die nog wachten voor het Zuiden in juli 2011 onafhankelijk wordt. De internationale gemeenschap heeft zich ertoe verbonden Zuid-Sudan te begeleiden op de weg naar een stabiele Staat met ontwikkelingsperspectieven.

Met betrekking tot het eventuele domino-effect in andere gebieden, nam de Afrikaanse Unie eind januari 2011 een plechtige verklaring aan waarin wordt gewezen op het uitzonderlijke karakter van de Sudanese kwestie, die geen afbreuk doet aan het principe van de eerbiediging van de grenzen. In de Westelijke Sahara werd het referendum over zelfbeschikkingsrecht nooit gehouden.

De internationale gemeenschap kan zich echter niet beperken tot het verlenen van steun aan Zuid-Sudan. Het is voor de hele regio van essentieel belang dat er ook in het Noorden een stabiele, democratische en rustige staat komt. In het licht van de verantwoordelijke houding van de autoriteiten in Khartoem heeft de Europese Unie zich trouwens uitgesproken voor de schuldverlichting van dat land.

België is gekant tegen een opheffing van de beschuldiging tegen al-Bashir op grond van artikel 16 van het Statuut van Rome.

In het dossier van de Noord-Zuidrelaties werd er ongetwijfeld heel wat vooruitgang geboekt, maar het Internationaal Strafhof diende zich uit te spreken over de kwestie Darfur.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de afbraak van Kashgar" (nr. 2518)

14.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Sinds februari 2009 is de Chinese overheid begonnen met het vervangen van de historische binnenstad van Kashgar door appartementsblokken en met het aanleggen van brede straten.

De meer dan 1.000 jaar oude stad, waar vooral Oeigoeren wonen, wordt daardoor bedreigd. Kashgar is een van de laatste steden met traditionele Oeigoerse architectuur en cultuur. Verschillende internationale experts vragen aan de internationale gemeenschap om de culturele diversiteit van de stad te redden. De Chinese overheid loopt blijkbaar niet hoog op met de tradities van culturele minderheden.

Veroordeelt de minister de afbraak van het historische stadscentrum van Kashgar? Heeft hij hierover al gesproken met China? Is de EU bereid om China hierover aan te spreken?

14.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik heb geen specifieke informatie over de situatie van de historische binnenstad van Kashgar. Dit dossier wordt sinds 2009 door de Unesco opgevolgd. De Unesco staat daarover in contact met de Chinese overheid. Ons land steunt de inspanningen van de Unesco. Ik heb daarover dan ook op bilateraal niveau niet met Chinese gesprekspartners gesproken.

In januari van dit jaar werd vanuit het Europese Parlement een vraag over Kashgar aan de Europese Commissie gericht. Ik heb begrepen dat er tot nu toe vanuit de Commissie nog niet op is geantwoord.

14.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Misschien moeten wij er toch mee over waken dat de go west-politiek in China zich niet te ver uitbreidt.

Het incident is gesloten.

15 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een bedoeïenendorp in Israël dat al negenmaal verwoest werd" (nr. 2580)

- de heer **Tanguy Veys** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het in Israël illegaal gebouwde bedoeïenendorp Al Arakib" (nr. 3331)

15.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Voor de negende maal in vijf of zes maanden tijd werd het niet-erkende bedoeïenendorp Al Arakib in de Israëlische Negevwoestijn door politietroepen met bulldozers vernield.

De Israëlische regering en rechtbanken aanvaarden de eigendomsbewijzen uit de Ottomaanse tijd en uit de periode van het Britse mandaat, die door de bedoeïenen worden voorgelegd, niet. Om de oppositie uit elkaar te spelen proberen de Israëlische autoriteiten afzonderlijke akkoorden te sluiten per familie of stam, in ruil voor financiële compensaties of woningen. De bedoeïenen hebben geen vertrouwen meer in de Staat en willen de internationale gemeenschap sensibiliseren voor hun situatie.

Heeft de Israëlische Staat de VN- en de IAO-conventies niet ondertekend, onder meer over de bescherming van de minderheden, en met name de nomadische minderheden? Een advies van het Internationaal Gerechtshof strekt ertoe de nomadische minderheden en de gronden die ze bezetten te beschermen door de leer van de *terrae nullius* te verwerpen.

Vonden er hierover al bilaterale besprekingen plaats met uw Israëlische ambtgenoten? Kwam deze situatie al aan bod op de VN-Mensenrechtenraad of op de vergaderingen van de Europese ministers van Buitenlandse Zaken?

15.02 Tanguy Veys (VB): Ongeveer 35 procent van de bedoeïenen in de Negevwoestijn in Israël wonen in illegale dorpen waar ze zonder vergunning jaarlijks 5.000 bouwsels neerzetten. Er liggen meer dan 2.000 kleine woongemeenschappen verspreid in de Negev. Dat maakt de legalisering en alleen al het aanleggen van infrastructuur praktisch gezien onmogelijk.

De Israëlische overheid ruimde al tot negen keer toe het illegaal gebouwde bedoeïenendorp Al Arakib op, dat in 1998 voor het eerst opgericht werd. Die afbraak strookt met een rechterlijke uitspraak van elf jaar geleden, die nooit is uitgevoerd. Luttele uren na de afbraak beginnen de bedoeïenen telkens al aan de wederopbouw. In 2008 heeft een Israëlische overheidscommissie aanbevolen meer bedoeïennederzettingen samen te voegen en te legaliseren. De uitvoering van dat plan zal vele jaren in beslag nemen.

Zal de minister bij de bepaling van zijn standpunt rekening houden met het feit dat het om illegaal gebouwde constructies gaat door mensen die van oudsher nomadisch zijn en dat Israël al diverse pogingen heeft ondernomen om tot een leefbare en praktisch haalbare oplossing te komen?

15.03 Minister Steven Vanackere (Frans): De collectieve rechten van bepaalde volkeren worden erkend, zowel in de VN-Verklaring over de rechten van inheemse volkeren van september 2007 als in de ILO-Convention 169 betreffende inheemse en in stamverband levende volkeren.

Israël heeft ervoor gekozen niet aanwezig te zijn toen de Verklaring werd goedgekeurd en heeft de Conventie 169 niet geratificeerd.

VN-Verklaringen zijn echter geen dwingende internationale rechtsregels. Het geheel van de mensenrechten spruit voort uit het VN-Handvest en uit internationale verdragen. Maar het is in eerste instantie aan de hoven

en rechtbanken van elke lidstaat om deze rechten toe te passen. In het internationaal recht werd er bovendien nog maar zelden internationaal beroep aangetekend tegen een beslissing van een nationaal rechtsorgaan.

De Europese Unie heeft deze kwestie in september 2010 aangekaart bij Israël. Ze heeft het meer bepaald gehad over de verdrijving van de bevolking van het dorp Al Arakib en over de afbraak van hun huizen. De EU betreurt die gewelddadige uitzetting van de bedoeïenen en heeft Israël om uitleg gevraagd over de wettelijkheid ervan.

(Nederlands) Tijdens die vergadering hebben de Israëlische autoriteiten hun acties tegenover de bedoeïenen toegelicht. Ze somden onder andere de oprichting van een afzonderlijk bureau bij de diensten van de eerste minister op, een dialoog met de burgermaatschappij en met representatieve organen en overleg met de bedoeïenenstammen omtrent ruimtelijke ordening en kadaster. De EU heeft goed nota genomen van de Israëlische argumenten waarvan sommige intussen door de bedoeïenen zijn tegengesproken. In elk geval blijft de EU deze kwestie opvolgen met alle betrokkenen. Onze ambassade in Tel Aviv is wel degelijk bij dit werk betrokken.

15.04 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik ben blij te horen dat de situatie in september 2010 aan de kaak werd gesteld. De nationale gerechtshoven en rechtbanken moeten de doctrine toepassen voordat er internationale beroepen worden ingesteld. Er zijn niettemin genoeg instrumenten bij de Verenigde Naties, waaronder het Handvest voor de mensenrechten, om die incidenten te veroordelen.

Die sterk verschillende levenswijzen, die tot het werelderfgoed behoren, moeten beschermd worden. U moet daar op toezien.

15.05 Tanguy Veys (VB): De minister verwijst terecht naar de juridische context. Ik denk dat de voorstellen die werden gedaan een antwoord bieden. Ook in ons land moet men zich schikken naar de regels van de ruimtelijke ordening.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de aankoop van hernieuwbare energie buiten de grenzen van de Europese Unie" (nr. 2674)

16.01 Daphné Dumery (N-VA): Volgens de Europese Commissie haalden slechts drie landen vorig jaar de tussentijdse doelstellingen inzake hernieuwbare energie. Men wou in 2010 21 procent van de elektriciteit uit hernieuwbare bronnen halen en 5,75 procent van het transport realiseren zonder diesel of gas. De Commissie schat dat men zal uitkomen op 18 en 5,1 procent.

Hoe staat de Belgische regering tegenover het plan van Europees Commissaris Oettinger om hernieuwbare energie aan te kopen in soms zeer onstabiele landen buiten de EU, wat ons afhankelijk maakt? Is hierover overlegd met de deelstaten? Met welk resultaat? Moeten landen die hun hernieuwbare energie willen verkopen aan EU-landen, voldoen aan bepaalde voorwaarden? Onttrekken EU-lidstaten zich aldus niet aan de verplichting om zelf te investeren in de productie van hernieuwbare energie?

16.02 Minister Steven Vanackere *(Nederlands)*: In het raam van de Europese richtlijn inzake hernieuwbare energiebronnen kunnen de lidstaten in het buitenland aangekochte hernieuwbare energie in rekening brengen om het vooropgestelde aandeel te bereiken, hetzij 13 procent in het geval van België. Ons land wil alles in het werk stellen om dit doel intern te verwezenlijken en zal slechts een beroep doen op dat alternatief als het doel dreigt niet te worden gehaald.

In het raam van de voorbereiding van het nationaal actieplan voor hernieuwbare energie is al uitvoerig overlegd tussen de Gewesten, aangezien hernieuwbare energie een gewestbevoegdheid is.

De richtlijn somt inderdaad de voorwaarden op waaraan producerende landen moeten voldoen en verschaft ook precieze definities inzake hernieuwbare energie. Volgens mij zal een en ander de lidstaten er niet toe aanzetten om zelf minder te investeren, aangezien ze niet van plan zijn om in grote mate gebruik te maken

van de samenwerkingsmechanismen met het buitenland. Dit ligt technisch niet zo eenvoudig en het is ook niet noodzakelijk rendabel.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat de vragen over Libië vandaag worden gesteld, want anders worden ze uitgesteld tot 25 maart.

17 Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de repressie in Iran" (nr. 2756)

17.01 Philippe Blanchart (PS): Sinds begin dit jaar worden in Iran in groten getale mensen gearresteerd, veroordeeld en geëxecuteerd. Volgens *Human Rights Watch* (HRW) zouden er nu al 74 gevangenen ter dood gebracht zijn; voor het hele jaar zouden er zo meer dan 1.000 executies plaatsvinden. De ophanging van de Iraans-Nederlandse Sahra Bahrami op 29 januari is het jongste voorbeeld van het toenemende gebruik van de doodstraf door het Iraanse regime, vaak onder het voorwendsel van beschuldigingen van drugsmokkel.

Een en ander toont aan dat de mensenrechtensituatie er sinds de betwiste verkiezing van Mahmoud Ahmadinejad op achteruit is gegaan. De onvrede van het volk na de verkiezingen en het streven naar democratisering lijken het regime te verzwakken, en de machthebbers reageren met terreur.

Hoe kan de internationale gemeenschap die golf van opsluitingen en executies in Iran tegengaan? Zouden bijkomende EU-sancties nuttig zijn? Heeft de Europese Unie de doeltreffendheid van de reeds opgelegde sancties geëvalueerd? Op welke manier kan de Europese Unie de civiele samenleving en de mensenrechtenactivisten in Iran ondersteunen?

17.02 Minister Steven Vanackere (Frans): De verslechtering van de mensenrechten in Iran, en meer bepaald de toename van het aantal executies, baart me ernstig zorgen.

Op de zestiende zitting van de VN-Mensenrechtenraad, die momenteel in Genève bijeen is, zal de aanwijzing van een speciale rapporteur voor de mensenrechtensituatie in Iran ter tafel komen. België steunt dat voorstel.

De EU beraadt zich momenteel over de mogelijkheid om in geval van schendingen van de mensenrechten individuele sancties op te leggen, wat de situatie zou verbeteren en de dialoog met Iran zou bevorderen, zodra er aan bepaalde basisvoorwaarden zou zijn voldaan.

Er worden nog andere voorstellen onderzocht, zoals uitzendingen in het Perzisch om de standpunten van de EU beter bekend te maken en de samenwerking met ngo's.

17.03 Philippe Blanchart (PS): Iran is het zinnebeeld van religieuze tirannie. We moeten gerichte sancties treffen.

Het incident is gesloten.

18 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het neerslaan van het protest in Bahrein" (nr. 2868)
- de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de democratiseringsbewegingen in Bahrein" (nr. 2892)

18.01 Peter Luykx (N-VA): Op het Parelplein in Manama kamperen nu al bijna een maand sjiitische opstandelingen. Die krijgen nu te maken met Saudische troepen die de grens zijn overgestoken. De sjiitische oppositie heeft al gevraagd om VN-bescherming tegen wat zij de bezetting noemen. Iran noemde de interventie onaanvaardbaar, de Amerikaanse vloot bevindt zich in de buurt.

Hoe schat de minister de situatie in? Is escalatie mogelijk? Op welke wijze onderhoudt ons land contact met Bahrein? Binnen welke samenwerkingsverbanden is België actief? Zijn er contacten geweest met onze

ambassadeur of met de ambassade van Bahrein? Tot welke inzichten hebben die contacten geleid?

18.02 Philippe Blanchart (PS): In Bahrein, waar er ook een volksofstand is uitgebroken, voelt de sjjiitische meerderheid zich gediscrimineerd. De oppositie eist politieke en sociale hervormingen en een constitutionele monarchie met een door het volk gekozen regering. Naast die democratische en sociale verzuchtingen moet men rekening houden met de geopolitieke positie van dat land, dat een belangrijke rol speelt in de stabiliteit in die regio en zelfs wereldwijd.

Wat is uw visie op die gebeurtenissen en de hervormingen die de huidige machthebbers beloven? Waarom reageert Europa niet? Welke gevolgen kan een nieuwe destabilisering in de Golfregio hebben?

18.03 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Mijn diensten onderhouden nauwe contacten met de zaakgelastigde van Bahrein en met onze ambassade in Koeweit, bevoegd voor Bahrein.

Onze ambassadeur heeft op 2 en 3 maart Bahrein bezocht. Mijn kabinetschef heeft een onderhoud gehad met de diplomatieke adviseur van de koning van Bahrein die op bezoek was in Brussel.

Wij hebben onder meer een bilateraal investeringsverdrag en een dubbelbelastingverdrag met Bahrein gesloten. Er is ook een luchtvaartakkoord tussen onze beide landen, maar er zijn momenteel geen directe luchtverbindingen tussen België en Bahrein.

(Frans) De gebeurtenissen in Noord-Afrika en het Midden-Oosten volgen elkaar snel op en vertonen soms een onderlinge samenhang. Het is echter de plicht van eenieder op te roepen tot de eerbiediging van de verzuchtingen en de rechten van alle volkeren.

In Bahrein hebben diverse protestbewegingen elkaar de afgelopen weken opgevolgd. Er was niet alleen een opstand van de sjjiitische meerderheid, die eist dat de soennitische regering en koninklijke familie hervormingen doorvoeren, maar er waren ook demonstraties van soennieten die voor hervormingen zijn, en van soennieten en sjjieten die het huidige regime steunen. De EU heeft opgeroepen om het geweld te staken en de vrijheid van meningsuiting in acht te nemen.

De Bahreinse autoriteiten hebben in 1999 een hervorming aangevat, waardoor de grootste sjjiitische partij in 2010 18 van de 40 zetels van het lagerhuis kon veroveren. De demonstraties hebben echter aangetoond dat die hervormingen versneld moeten worden. De beslissing van de regering om tot een nationale dialoog op te roepen werd door de EU verwelkomd. België pleit ervoor dat die dialoog zou leiden tot een bredere inspraak van de bevolking bij de besluitvorming en dat hij de democratisering van het politiek systeem zou versnellen.

18.04 Peter Luykx (N-VA): Ik denk dat de situatie snel verandert. Mevrouw Ashton deed een oproep om niet te kiezen voor geweld, maar voor een politieke oplossing. Volgens Robert Gates zijn kleine stapjes onvoldoende. Om te vermijden dat het conflict escaleert, is er een grote toegeving nodig van de regering, van de koning in Bahrein.

18.05 Philippe Blanchart (PS): Wij moeten onze positie versterken. Mevrouw Ashton heeft opgeroepen om het geweld te staken, maar zondag zijn de Saudische troepen het land binnengevallen en werd de noodtoestand afgekondigd.

Het incident is gesloten.

19 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de wapenhandel met Noord-Afrika" (nr. 2910)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de wapenhandel met Egypte" (nr. 2914)

19.01 Alexandra Colen (VB): Voor de overgeslagen vraag nr. 2829 over de bevaarbaarheid van de Indische Oceaan neem ik genoegen met een schriftelijk antwoord.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2829 wordt daarmee omgezet in een schriftelijke vraag met onmiddellijk antwoord.

19.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Voor de vraag nr. 2908 met betrekking tot de christenen is dat al gebeurd.

19.03 **Alexandra Colen** (VB): Volgens het twaalfde Europese jaarverslag over de controle op de export van militaire technologie en materieel is de Europese wapenexport naar Noord-Afrika in de afgelopen vijf jaar dramatisch gestegen.

Welke landen zijn hiervoor verantwoordelijk en naar welke landen gingen de wapens? Trekt Europa lessen uit de ontwikkelingen in Egypte, Tunesië en Libië? Naar welke landen is export opgeschort? Welk standpunt neemt ons land hierover in op het EU-forum? Klopt het dat Duitsland en Frankrijk de wapenexport naar Egypte hebben opgeschort tot er een democratisch regime geïnstalleerd is? Werd hierover ook binnen de EU een beslissing genomen? Volgt België deze beslissing?

19.04 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De werkgroep Conventionele Wapenexport van de Europese Raad (COARM) buigt zich momenteel over de wapenexport naar Noord-Afrika. De informatie die er wordt uitgewisseld, is evenwel confidentieel. Ik kan dus niet zeggen welke landen verantwoordelijk zijn voor de stijging van de export in de laatste vijf jaar of welke landen tot een schorsing zijn overgegaan.

Het verlenen van exportlicenties is een uitsluitende verantwoordelijkheid van de lidstaten. De gemeenschappelijke visie van de EU is slechts een kader waarmee de lidstaten rekening kunnen houden bij beslissingen over wapenexport.

Op basis van de VN-resolutie 1970 en het EU-Raadsbesluit 2011/137/GBVB is een wapenembargo ingesteld tegen Libië. Alle licenties met deze bestemming zijn geschorst.

In ons land behoort het verlenen van de wapenlicenties tot de gewestelijke bevoegdheden. Het staat de Gewesten vrij om advies te vragen aan Buitenlandse Zaken. Dat is niet gebeurd inzake de recentelijk besproken aangelegenheden.

19.05 **Alexandra Colen** (VB): Het getuigt van een grote tegenstrijdigheid dat de EU pretendeert een coördinerende rol in het defensiebeleid te spelen, maar dat de gegevens over de wapenuitvoer wel confidentieel zijn. Voor de wapenhandel krijgt het economische aspect voorrang.

De economische belangen van Wallonië en FN zorgden er ook hier voor dat de exportlicenties zeer snel geregionaliseerd raakten.

Er is dus geen enkele transparantie over de wapenuitvoer, tenzij een lidstaat zelf een en ander bekendmaakt. Dat gaat niet op in een geglobaliseerde wereld, waar op allerhande plaatsen geweld, terreur en een gebrek aan democratie heersen. In deze tijden waarin steeds maar gehamerd wordt op transparantie en verantwoordelijkheid, is het onaanvaardbaar dat we niet weten wie verantwoordelijk is voor de gestegen export naar Noord-Afrika, dat zelfs een minister van Buitenlandse Zaken geen zicht krijgt op de wapenhandel.

19.06 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Dit is zeker iets wat een plaats moet krijgen in het regeerakkoord van een volwaardige regering.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 2842 van mevrouw De Meulemeester en 2877 van de heer Van der Maelen over Iran worden omgezet in schriftelijke vragen. Vraag nr. 3134 van mevrouw Demol wordt eveneens omgezet in een schriftelijke vraag.

20 **Vraag van mevrouw Els Demol aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de politieke vrijheid in Rwanda" (nr. 2864)**

20.01 **Els Demol** (N-VA): Amnesty International spreekt van een criminalisering van de vreedzame oppositie in Rwanda.

Welke contacten zijn er geweest sedert eind 2010 tussen België en de Rwandese autoriteiten over deze problematiek? Wat waren de verwachtingen van deze contacten? Zijn die al ingelost of heeft de minister al een verzekering ter zake gekregen van de Rwandese autoriteiten? Zijn er sindsdien al concrete veranderingen? Hoever reikt de dialoog? Wanneer zou men de Belgische hulp aan Rwanda ter discussie beginnen stellen?

20.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik heb inderdaad weet van de zware straffen die onlangs werden uitgesproken tegen politici en journalisten, maar ik denk dat we de uitspraak in beroep moeten afwachten.

Onze ambassade in Kigali had de afgelopen weken contacten met de Rwandese autoriteiten, waarbij de politieke vrijheden echter slechts vrij kort konden worden besproken, maar dit staat wel op de agenda van de volgende vergadering van de zendingshoofden van de EU met de Rwandese autoriteiten, die is gepland voor midden maart.

Dat kader leent zich vrij goed om dergelijke kwesties te bespreken. Er worden regelmatig vergaderingen belegd, waar moeilijke thema's in alle openheid bespreekbaar worden gemaakt.

De Belgische ontwikkelingssamenwerking ligt natuurlijk in de lijn van ons algemene beleid ten opzichte van Rwanda. Als er te weinig vooruitgang zou worden geboekt inzake goed bestuur en democratie, dan kan onze hulp inderdaad worden herzien, maar de Rwandese bevolking zou hiervan wel het eerste slachtoffer zijn.

Hoewel dit ingaat tegen herhaalde vragen van de Rwandese regering, zal België wel degelijk voorwaarden blijven verbinden aan zijn houding ten opzichte van Rwanda.

20.03 **Els Demol** (N-VA): Ik ben blij dat er kort op de bal wordt gespeeld. Kamervoorzitter Flahaut en ondervoorzitter Demeyer van de Senaat hebben tijdens de krokusvakantie een bezoek gebracht aan Rwanda. Van wie ging het initiatief daartoe precies uit?

20.04 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Zoiets gebeurt uiteraard niet in opdracht van Buitenlandse Zaken, wat vreemd zou zijn. Hier moet voor mij de parlementaire democratie spelen. Een dergelijk initiatief wordt genomen in alle transparantie, op basis van een melding.

De heer Flahaut heeft mij ervan op de hoogte gebracht dat hij een bezoek zou brengen aan een aantal landen in de regio van de Grote Meren. Het is cruciaal dat men elkaar op de hoogte houdt, wat hier ook is gebeurd.

De **voorzitter**: De parlementsleden hebben het recht om overal ter wereld inlichtingen te gaan inwinnen, terwijl de ministers moeten vermijden om naar bepaalde landen te reizen die een probleem vormen op internationaal vlak.

Het incident is gesloten.

21 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het verstrekken van paspoorten door de Venezolaanse minister van Binnenlandse Zaken en Justitie aan leden van Hamas en Hezbollah" (nr. 2913)**

21.01 **Alexandra Colen** (VB): De Venezolaanse minister van Binnenlandse Zaken en Justitie Tarek Al Aissami zou Venezolaanse paspoorten verstrekt hebben aan leden van Hamas en Hezbollah.

Beschikt de Belgische regering over meer informatie over deze zaak en over eventuele banden tussen Venezuela en radicale islamitische groepen? Wordt er overwogen om Venezolaanse paspoorten grondiger te screenen?

21.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Samenwerkingsverbanden tussen het regime van president Chávez en Hezbollah konden nog nooit bewezen worden en zijn in elk geval niet in overeenstemming met het officiële beleid van Venezuela. Het lijkt dus niet aangewezen om over te gaan tot een striktere controle op

Venezolaanse paspoorten.

Het incident is gesloten.

22 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het aangaan van partnerschappen tussen de EU en landen ten oosten van de Unie" (nr. 2931)

22.01 Daphné Dumery (N-VA): Wat is het standpunt van België over partnerschappen met landen zoals Wit-Rusland, Rusland en Oekraïne? Wat zijn de voorwaarden? Op welke domeinen kunnen die partnerschappen de democratie in die landen ondersteunen? Zijn er nog andere landen waarmee België partnerschappen zou kunnen aangaan?

22.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Sinds 2008 onderhandelt de EU met Rusland over een nieuw globaal akkoord dat het bestaande partnerschap moet vervangen. Er wordt momenteel ook een nieuw associatieakkoord met Oekraïne onderhandeld. Inzake Wit-Rusland heeft de EU besloten om haar beleid van kritisch engagement voort te zetten. Een verdere versterking van de samenwerking hangt echter af van de mate waarin de Wit-Russische autoriteiten vooruitgang boeken inzake respect voor de mensenrechten, de rechtsstaat en de democratische principes. Naargelang van het domein waarop de samenwerking van toepassing is, worden er nog bijkomende criteria vooropgesteld.

Er is een Eastern Partnership Civil Society Forum opgezet. Er worden ook seminars georganiseerd over thema's als de strijd tegen corruptie en de hervorming van publieke administraties. Verder worden de contacten bevorderd door studenten, culturele actoren en onderwijsmensen bij elkaar te brengen.

België is van mening dat het in het belang van de EU is om haar relaties met alle buurlanden verder te ontwikkelen. Dit is trouwens expliciet beslist door de Europese Raad van juni 2004. Daarom heeft de EU beslist om zich ook te richten op de landen in het Middellandse Zeegebied.

22.03 Daphné Dumery (N-VA): Ik twijfel niet aan de goede bedoelingen van Europa of België. Ik twijfel echter wel aan de goede bedoelingen van Rusland, Oekraïne en Wit-Rusland. Daarom zou ik willen aandringen op meer engagement inzake de versterking van de democratie in plaats van enkel te focussen op open grenzen en visumliberalisering.

Het incident is gesloten.

23 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3089)

23.01 Alexandra Colen (VB): Er zijn nog geen uitvoeringsbesluiten van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen.

Hoeveel KB's in het bevoegdheidsdomein van de minister zijn klaar maar liggen te wachten op een regering met volheid van bevoegdheid?

23.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De regering belasten met de afhandeling van de lopende zaken is een grondwettelijke gewoonte die de bevoegdheid van de regering in haar uitvoerende taken beperkt. Rechtsleer en rechtspraak hebben de lopende zaken aan de hand van een aantal criteria nader omschreven.

De regering weegt dan telkens af of een maatregel effectief kan worden genomen. Dit vergt een onderzoek geval per geval, waarbij men rekening houdt met de omstandigheden en de noodzaak om de maatregel te nemen. Enkel uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd.

In mijn departement wordt een aantal KB's die betrekking hebben op bepaalde benoemingen, aanstellingen, promoties en ook inzake eretekens niet uitgevaardigd. Aangezien ze niet worden uitgevaardigd, spreek ik zelfs niet over KB's die klaar liggen.

Het incident is gesloten.

24 Vraag van mevrouw **Özlem Özen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de uitlevering van Belgen aan landen waar de mensenrechten niet altijd geëerbiedigd worden" (nr. 3122)

24.01 **Özlem Özen** (PS): Wordt België niet geacht ervoor te zorgen dat landgenoten die werden veroordeeld in of uitgeleverd aan een ander land in dezelfde omstandigheden worden vastgehouden als in ons land?

24.02 Minister **Steven Vanackere** (*Frans*): Elk land neemt wat de eerbiediging van de mensenrechten betreft zijn verantwoordelijkheid op voor de uitgeleverde en veroordeelde personen op zijn eigen grondgebied. België is niet verplicht ervoor te zorgen dat Belgische gedetineerden in dezelfde omstandigheden worden vastgehouden als in België.

Het incident is gesloten.

25 Vraag van mevrouw **Els Demol** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de staatsgreep in de Democratische Republiek Congo" (nr. 3183)

25.01 **Els Demol** (N-VA): Op 27 februari 2011 heeft een gewapende bende de residentie van de Congolese president Kabila belaagd. Simultaan werd ook een logistiek militair kamp aangevallen. Over het waarom van de aanslag doen verschillende verhalen de ronde.

Heeft de minister enig zicht op het incident en de motieven voor de aanslag? Zijn er Belgen betrokken bij de aanslag? Ook bij een Belgische school werden geweerschoten gehoord. Wat vindt de minister van de verklaring van president Kabila, die de schuld in de schoenen van zijn politieke tegenstrevers schuift? Heeft dit gevolgen voor de presidentsverkiezingen in november?

25.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De toestand in Kinshasa is ondertussen normaal. Op de Belgische school werden inderdaad schoten gehoord, maar er waren geen Belgen betrokken bij de aanval. Er zijn ook geen doden gevallen in de buurt van de school.

Er is nog onzekerheid over de identiteit van de daders. De ambassade noch mijn departement is op de hoogte van de verklaring van president Kabila waarover mevrouw Demol spreekt.

Het is nu nog te moeilijk om duidelijke conclusies te trekken uit dit incident, maar het is wel duidelijk dat de veiligheid in de DRC en Kinshasa erg kwetsbaar is. In de aanloop naar de verkiezingen zal daar bijzondere aandacht aan moeten worden besteed.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.54 uur.